



Rapport de l'enquête de perception des femmes et des jeunes sur le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) dans la région de Gao

Sékou KAYENTAO

Ibrahima Amadou MAIGA

Mai 2025

African Security Sector Network (ASSN)

Fondé en 2003, l'**African Security Sector Network (ASSN)**, dont le siège se situe à Accra (Ghana), est un réseau panafricain d'experts et d'organisations travaillant pour promouvoir une gouvernance plus démocratique de la sécurité sur le continent africain.

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'équipe de l'**ASSN** par courrier électronique : info@africansecuritynetwork.org

ou consulter le site web de l'**ASSN**:
<http://africansecuritynetwork.org/assn/>

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://bit.ly/ASSN73>

Pour citer cette publication:

KAYENTAO (S.), MAIGA (I.), « **Rapport de l'enquête de perception des femmes et des jeunes sur le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) dans la région de Gao** », ASSN, Mai 2025.

Table des matières

LISTE DES SIGLES.....	4
I. Introduction.....	5
II. Cadre de la Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali	6
2.1. Engagements internationaux du Mali en matière de gouvernance de la sécurité.....	6
2.2. Réformes politiques et institutionnelles de la gouvernance du secteur de la sécurité..	7
2.3. Une stratégie nationale avec un plan d'action ambitieux	8
III. Approche méthodologique	9
3.1. Echantillonnage	9
3.1.1. Méthode quantitative	9
Echantillonnage des ménages	9
3.1.2. Méthode qualitative.....	11
3.1.3. Collecte et analyse des données	11
3.2. Limites et difficultés rencontrées.....	11
IV. Perception des femmes et des jeunes sur la situation sécuritaire	12
4.1. Perception des enquêtés sur l'évolution de la situation sécuritaire	12
4.2. Caractérisation des menaces sécuritaires de la région de Gao	15
4.3. Perception des femmes et des jeunes sur les acteurs impliqués dans l'accès à la sécurité	16
4.4. Voies de recours des femmes et des jeunes en cas de conflits mineurs	16
V. Connaissance des femmes et des jeunes sur les forces de sécurité.....	18
5.1. Connaissance des forces intervenant dans la sécurité intérieure	18
5.2. Perception des femmes et des jeunes sur les forces de sécurité et leur capacité d'intervention.....	19
5.3. Recours des femmes et des jeunes aux forces intervenant dans la sécurité intérieure	21
VI. Connaissances des femmes et des jeunes sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)25	
6.1. Connaissances et informations des femmes et des jeunes sur le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)	25
6.2. Renforcement des capacités des femmes et des jeunes sur la RSS.....	26
VII. Perception des femmes et des jeunes sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)	28
7.1. Acceptation de la Réforme du Secteur de la Sécurité par les jeunes et les femmes ...	28

7.2. Satisfaction sur la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité	28
7.3. Perception des jeunes et des femmes sur le lien entre la Réforme du Secteur de la Sécurité et la situation sécuritaire	29
VIII. Défis liés à la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité.....	31
IX. Obstacles dans la mise en œuvre de la RSS	31
X. Connaissances des femmes et des jeunes sur les Comités Consultatifs de Sécurité (CCS) .	32
10.1. Connaissances des femmes et des jeunes sur le concept de Comité Consultatifs de Sécurité.....	32
10.2. Regards des femmes et des jeunes sur les CCS de leur commune	33
XI. Perception des femmes et des jeunes sur les Comités Consultatifs de Sécurité (CCS)	34
11.1. Acceptation des CCS par les femmes et les jeunes.....	34
XII. Conclusion et recommandations	39
XIII. Bibliographie	40
XIV. Annexe	40

LISTE DES SIGLES

ADD	: Aide au Développement Durable
ASSN	: African Security Sector Network
CAFO	: Coordination des Associations et ONG féminines
CCS	: Comités Consultatifs de Sécurité
COFO	: Commission foncière
DDR	: Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
ERAR	: Equipe Régionale d'Appui à la Réconciliation
FAMA	: Force Armée Malienne
FDS	: Force de Défense et de Sécurité
RENEDEP	: Réseau National pour l'Éveil Démocratique et Patriotique
RSS	: Réforme du Secteur de la Sécurité
UA	: Union africaine
UN	: Nations unies

I. Introduction

La Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) au Mali est un processus visant à améliorer la sécurité des personnes et la gouvernance du secteur de la sécurité. Le Mali est confronté à des défis multiples en matière de stabilité et de paix. Depuis son lancement, le processus RSS engagé dans le pays s'efforce de renforcer les capacités des Forces de Défense et de Sécurité, d'améliorer la coordination entre les différentes agences de sécurité et de promouvoir une approche inclusive et participative.

La région de Gao, située au Nord-Est du Mali, est particulièrement affectée par l'insécurité en raison de sa position géographique et des conflits armés qui y sévissent. Dans ce contexte, il est essentiel de comprendre comment les réformes en cours sont perçues par la population locale, en particulier par les femmes et les jeunes, souvent marginalisés et exclus des processus décisionnels. Les perceptions de ces groupes sont cruciales pour évaluer l'efficacité des réformes et garantir leur participation active et leur soutien.

C'est ainsi que la présente étude se fixe comme objectif de :

- Comprendre la perception qu'ont les femmes et les jeunes du processus de la RSS dans la région de Gao. Cette évaluation a consisté à collecter des données quantitatives et qualitatives sur ces perceptions. Il s'est agi de comprendre comment ces groupes perçoivent les initiatives de réforme et comment ils évaluent leur impact sur la sécurité locale.
- Identifier les défis et les obstacles rencontrés par les femmes et les jeunes dans leur participation au processus de la RSS. Cette étude a ainsi cherché à mettre en lumière les défis spécifiques auxquels sont confrontés les acteurs étudiés, comme par exemple le manque d'information, les barrières culturelles et les contraintes sociales et économiques.
- Formuler des recommandations pour améliorer la participation des femmes et des jeunes au processus de la RSS. Ces recommandations visent à renforcer l'inclusivité, à améliorer la communication et à surmonter les obstacles identifiés.

L'étude est structurée autour de treize parties : cadre théorique de la réforme du secteur de la sécurité, approche méthodologique, perception des femmes et des jeunes sur la situation sécuritaire, connaissances des femmes et des jeunes sur les Forces de Défense et de Sécurité, connaissances des femmes et des jeunes sur la réforme du secteur de la sécurité (RSS), perception des femmes et des jeunes sur la réforme du secteur de la sécurité (RSS), défis liés à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité, obstacles dans la mise en œuvre de la RSS, connaissances des femmes et des jeunes sur les comités consultatifs de sécurité (CCS), perception des femmes et des jeunes sur les comités consultatifs de sécurité (CCS), discussion des résultats de la recherche, conclusion et recommandations.

II. Cadre de la Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali

2.1. Engagements internationaux du Mali en matière de gouvernance de la sécurité

Selon le cadre d'orientation de l'Union africaine sur la réforme du secteur de la sécurité¹, la RSS désigne le processus par lequel les Etats formulent ou réorientent les cadres institutionnels, les structures et les capacités des institutions et des groupes engagés dans le secteur de la sécurité, en vue de les rendre plus efficaces et de leur permettre d'être soumis au contrôle civil et attentifs aux besoins de sécurité et de justice de la population. C'est également la gouvernance du secteur de la sécurité, la transformation du secteur de la sécurité, le développement du secteur de la sécurité, l'examen du secteur de la sécurité et la réforme de la sécurité et de la justice.

A l'échelle internationale, les Nations unies aident les États à entreprendre des réformes du secteur de la sécurité pour parvenir à une sécurité efficace et responsable pour l'État et ses citoyens, sans discrimination et dans le plein respect des droits de l'homme et de l'état de droit. A cet effet, une note d'orientation technique intégrée a été proposée depuis 2012 aux états membres sur la réforme du secteur de la sécurité.² Ces appuis mettent un accent particulier sur la participation des femmes et des jeunes avec l'adoption de la résolution 1325 (2000) et 2250 (2015). La première porte sur la participation et la représentation des femmes au processus de paix, y compris la prévention, la gestion et le règlement des conflits et la reconstruction post-conflit alors que la seconde concerne les jeunes. Ces différentes résolutions ont été renforcées par celle 2553³ de 2020 qui met l'accent sur la participation des femmes et des jeunes aux processus de réforme du secteur de la sécurité en ces points 5, 14, 23 et 24. Il est demandé aux états membres de se les approprier et de les intégrer dans leur stratégie nationale. Actuellement, le Mali dispose de la troisième génération du Plan d'Action National de mise en œuvre de la Résolution 1325 (2019-2023) qui a pour but de promouvoir la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation et dans la gouvernance post-conflit⁴. Alors que pour l'instant aucun plan d'action n'a été développé pour l'agenda jeunesse et paix.

Au niveau régional, le Mali et l'ensemble des états membres de l'Union africaine ont été invités à appliquer les principes relatifs à l'égalité des sexes et à la promotion des femmes, y compris dans les processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS), conformément à la Déclaration Solennelle de l'UA sur l'Egalité entre les Hommes et les Femmes en Afrique et en

¹ [policy-framework-fr.pdf](#) (page 6).

² <https://peacekeeping.un.org/fr/security-sector-reform#:~:text=Les%20Nations%20unies%20aident%20les%20%C3%89tats%20membres%20%C3%A0,droits%20de%20l%E2%80%99homme%20et%20de%20l%E2%80%99%C3%A9tat%20de%20droit.>

³ [https://docs.un.org/fr/S/RES/2553%20\(2020\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/2553%20(2020))

⁴ <https://africa.unwomen.org/fr/femmes-paix-et-securite-et-coordination-de-la-mise-en-oeuvre-de-la-resolution-1325#:~:text=Actuellement%2C%20le%20Mali%20dispose%20de%20la%20troisi%C3%A8me%20g%C3%A9n%C3%A9ration,de%20r%C3%A9conciliation%20et%20dans%20la%20gouvernance%20post%20conflit.>

particulier à la Décision du Conseil exécutif de l'UA de janvier 2009 ⁵ qui a proclamé la décennie 2010-2020 Décennie des Femmes Africaines. Elle encourage les états membres à élaborer et à soutenir les activités prévues à cet égard, et à rendre disponibles les ressources nécessaires aux activités de ladite Décennie.

2.2. Réformes politiques et institutionnelles de la gouvernance du secteur de la sécurité

Au Mali, le processus de Réforme du Système de Sécurité (RSS) proprement dit a été initié en 2013 par les autorités nationales, résolument encouragées dans cette voie par la communauté internationale, puis a connu une nouvelle impulsion à la faveur de la signature en mai et juin 2015 de l'« Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ». Il est cependant important de ne pas considérer que la mise en œuvre d'un tel processus a été engagée ex nihilo. En réalité, les efforts de réforme de l'appareil de sécurité malien ne sont pas apparus à l'issue de la crise de 2012 mais depuis le début des années 2000 : un nombre important d'initiatives émanant d'acteurs nationaux – aussi bien gouvernementaux que non étatiques – a ainsi été adopté en vue d'améliorer à la fois l'opérationnalité et la gouvernance du système de sécurité malien. A titre d'exemples nous pouvons citer l'adoption de l'Arrêté n° 2013/4444/MS-SG du 22 novembre 2013 portant création du Groupe de Réflexion interdisciplinaire sur la Réforme du Secteur de la Sécurité et le Décret n° 2014-0609/P-RM du 14 août 2014 portant création du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité qui constituent des avancées majeures en matière de la réforme du secteur de la sécurité au Mali. Par la suite un Décret n° 2016- 0401/R/RM du 9 juin 2016 fixant le cadre institutionnel de la Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali a été adopté, suivi d'une Décision n° 2015 108/MSPC-SG du 7 mai 2015 portant création du Comité Sectoriel pour la Réforme du Secteur de la Sécurité. En 2022, Ibrahim DIARRA et Kalilou SIDIBE ont largement étudié, dans une étude « Genre et réforme du secteur de la sécurité au Mali », le rôle historique des femmes dans l'évolution du secteur de la sécurité au Mali en analysant les obstacles et les pesanteurs sociales qui s'opposent à l'intégration des femmes dans les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Ils ont également exposé le rôle des femmes dans le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), y compris au sein des structures de planification, d'exécution et de contrôle. De ces analyses, il ressort que les femmes jouent un rôle moins important que les hommes, même si quelques-unes ont réussi à se hisser à des postes de responsabilités. S. Kayentao *et al*, en 2023 dans une étude « Rôle et engagement des jeunes dans les différents groupes armés et initiatives de protection et d'autodéfense des communautés dans la région de Gao » ont démontré que la jeunesse est au centre des préoccupations en raison de la crainte de la voir alimenter les rangs des groupes armés rebelles, des groupes d'autodéfense et des mouvements armés islamistes radicaux. Cette analyse fait également ressortir le rôle

⁵ https://au.int/sites/default/files/decisions/9628-council_fr_26_30_january_2009_executive_council_fourteenth_ordinary_session.pdf

secondaire des jeunes des groupes armés dans la gouvernance de la sécurité de la région de Gao.

Il faut également noter que l'un des axes majeurs de la Réforme du Secteur de la Sécurité reste la mise en place des Comités Consultatifs de sécurité. A cet effet, le Mali a adopté le Décret n° 2019-0041/PM-RM du 29 janvier 2019 portant création, organisation et modalités de fonctionnement des Comités Consultatifs de Sécurité (CSS). Ce décret fixe la composition et le fonctionnement des CCS. Il prévoit la participation des femmes et des jeunes à travers les organisations faitières (CAFO et CCJ). Les communes pour la mise en place des CCS, se réfèrent à la composition proposée dans le décret. Elles intègrent une femme et un jeune conformément au décret. Ce qui réduit la participation des femmes et des jeunes en grand nombre dans ce cadre important de la gouvernance du secteur de la sécurité. Des plaidoyers ont été conduits pour la révision du décret pour la prise en compte plus large des femmes et des jeunes.

2.3. Une stratégie nationale avec un plan d'action ambitieux

Le Mali s'est doté d'une stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et d'un plan d'action (2022-2024). Cette stratégie classe les acteurs en plusieurs catégories :

- Les institutions de sécurité (la Police Nationale, la Gendarmerie Nationale, la Garde Nationale, la Protection Civile, l'Armée, la Douane, les Eaux et Forêts, l'Administration Pénitentiaire, les entreprises privées de sécurité) ;
- Les institutions de gestion de la sécurité (l'Exécutif, les Collectivités Territoriales) ;
- Les institutions de supervision et de contrôle des institutions de sécurité (l'Assemblée Nationale, le Conseil Economique, Social et Culturel, le Haut Conseil des Collectivités, la Justice, les Autorités Administratives Indépendantes, les Organes de contrôle de l'Administration, les Organisations de la Société Civile, les universités et les instituts de recherches) ;
- La société civile, notamment à travers les groupes de femmes et de jeunes, conformément au cadre d'orientation de l'Union africaine sur la réforme du secteur de la sécurité et la doctrine des Nations unies en la matière.

Le plan d'action de cette stratégie de réforme du secteur de la sécurité (2022-2024) est composé de trois axes dont la promotion de la bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité, le renforcement des capacités de l'Etat à répondre aux attentes des populations en matière de défense, de sécurité et de justice et la restauration de la confiance entre les populations et les institutions de défense, de sécurité et de justice, notamment à travers l'amélioration des relations civilo-militaires. Ce caractère inclusif et participatif inclut la nécessité de prendre en compte la dimension « Genre » (y compris les violences sexuelles et la participation des jeunes et des femmes) dans tout le processus de réforme du secteur de la sécurité.

III. Approche méthodologique

L'approche retenue dans cette étude combine méthodes quantitatives et qualitatives. Cette approche mixte a permis de trianguler les données et ainsi d'obtenir une compréhension plus complète des perceptions des femmes et des jeunes sur la réforme du secteur de la sécurité.

3.1. Echantillonnage

3.1.1. Méthode quantitative

L'approche quantitative a permis la collecte de données par le biais d'un questionnaire structuré, administré à un échantillon de femmes et de jeunes dans la région de Gao. Cette méthode a visé à quantifier les opinions et les expériences des participants, offrant ainsi des données statistiques sur les perceptions de la RSS.

Pour déterminer la taille de l'échantillon de villages à inclure dans l'enquête, un recours a été fait à la formule des effectifs en population finie⁶. Il s'agit de la formule suivante :

$$n = \frac{N}{1 + N * e^2}$$

Avec n : la taille de l'échantillon de villages, N : le nombre total de villages et quartiers (150) et e : le niveau de précision (10%). Le nombre de villages ou quartiers retenus s'est fait sur la base de villages et quartiers accessibles dans la région. Sur l'ensemble des 377 villages et quartiers répertoriés selon les données de recensement de la population de 2009⁷, il est ressorti que 150 étaient accessibles. Les 7 communes retenues couvrent 62 villages accessibles sur l'ensemble des villages.

En remplaçant les lettres par leur valeur, on obtient un nombre total de 39 villages ou quartiers à enquêter après majoration.

Echantillonnage des ménages

La taille de l'échantillon de ménages est calculée en faisant recours à la formule empirique de Schwartz, ci-dessous retenue pour calculer la taille de l'échantillon en tenant compte de l'effet grappe :

$$N = K * \frac{Z^2 * (1 - P) * P}{D^2 * (1 - T)}$$

- N est la taille des ménages à enquêter.

⁶ Il s'agit surtout d'une population dont l'effectif total est connu.

⁷ Un recensement général de la population et de l'habitat a été réalisé au Mali en 2022 par l'Institut National de la Statistique (INSTAT). Les résultats détaillés ne sont pas encore disponibles du fait de la non-publication des résultats thématiques et de l'absence des données désagrégées par niveau administratif le plus fin. C'est pourquoi un recours a été fait aux données de 2009 qui sont accessibles en fonction des besoins de la recherche.

- K est l'effet de grappe ou de sondage qui tient compte du caractère complexe du sondage (du fait d'une répartition/désagrégation de la structure de l'échantillon selon les cercles, communes, villages ciblés par l'étude) ; la valeur moyenne de K sera fixée à 2.
- Z correspond à la valeur du quantile d'ordre 0,975 de la loi centrée réduite, exprimant un niveau de confiance donnée : la valeur type (Z-score) du niveau de confiance de 95% est $Z = 1.96$.
- P : prévalence a été fixé à 32% correspondant à la proportion des jeunes dans la population.
- D correspond au degré de précision ou à la marge d'erreur des résultats - pour cette enquête D sera fixé à 5%.
- T est le taux de non-réponse totale anticipé - pour cette enquête, T sera fixé à 10%⁸.

En appliquant les paramètres ci-dessus, la taille des ménages à enquêter pour cette étude était estimée à 586 ménages qui ont été majorés à 600 répartis de manière égale entre les trois (3) cercles de la région de Gao⁹. Suite à la collecte des données, 683 femmes et jeunes ont été touchés dont 316 femmes.

Tableau 1 : Répartition des cibles atteintes par l'enquête quantitative

Commune	Sexe de l'enquêté		
	Masculin	Féminin	Total
Gao	82	79	161
Gabero	9	8	17
Gounzoureye	59	54	113
Sony Aliber	24	65	89
Ansongo	193	110	303
Ensemble	367	316	683

⁸ En effet, les enquêtés ne répondent pas nécessairement à l'intégralité des questions formulées dans le questionnaire auquel ils ont accepté de se soumettre en face-à-face, conformément au principe de consentement éclairé.

⁹ Ce choix méthodologique concernant la proportionnalité se justifie par le souci d'éviter une concentration de l'échantillon dans un cercle au détriment des deux autres et vise à assurer la représentativité de chaque cercle dans notre échantillon. La proportion « P » a été calculée sur la base de la région de Gao mais conformément au nouveau découpage administratif : a donc été retenue conséquence une moyenne des 3 cercles.

3.1.2. Méthode qualitative

Les méthodes qualitatives ont inclus des entretiens individuels avec des référents-clés parmi les autorités administratives, les légitimités traditionnelles, les organisations de femmes et de jeunes, des comités consultatifs de sécurité et des équipes d'appui à réconciliation.

Pour conduire les entretiens, trois (3) guides d'entretien ont été élaborés. Il s'agit d'un guide d'entretien adressé aux autorités locales et régionales, d'un guide destiné aux autorités administrative et militaire et aux leaders communautaires et d'un guide adressé aux mécanismes et organisations communautaires de sécurité et réconciliation (ERAR, COFO, CCS). À la suite des entretiens avec les référents-clés, 345 personnes ont été touchées.

3.1.3. Collecte et analyse des données

La collecte des données s'est déroulée du 15 au 31 mai 2024 dans les différentes localités. Des enquêteurs locaux familiers du concept de réforme du secteur de la sécurité ont été mobilisés. Ces enquêteurs ont utilisé des smartphones sur lesquels étaient paramétrés le questionnaire et le guide d'entretien à l'aide de la plateforme KoboToolbox.

Après la collecte, les données quantitatives ont été traitées et analysées à l'aide du logiciel statistique SPSS afin d'opérer des croisements entre les variables. Quant aux données qualitatives, elles ont fait l'objet de traitement par la méthode d'analyse de contenu pour servir d'éléments explicatifs aux tendances observées dans les résultats quantitatifs par la méthode déductive.

L'analyse documentaire a été utilisée pour compléter et trianguler les données collectées sur le terrain. Cette approche a conduit une meilleure contextualisation des résultats. Elle a aussi aidé à vérifier la cohérence des informations obtenues.

3.2. Limites et difficultés rencontrées

Comme toutes les études basées sur un échantillon, les résultats ne représentent que la perception des personnes réellement touchées et sont extrapolables avec des marges d'erreurs sur les zones accessibles de la région au moment de l'étude.

Il convient de préciser que les données utilisées pour calculer la taille de l'échantillon sont issues du recensement de 2009 ce qui ne reflète pas forcément l'état et la structure démographique de la population en 2024. De plus, le nouveau découpage administratif de mars 2023 est en déphasage avec le recensement de 2009 : donc pour prendre cette lacune en considération, cette étude a extrait les données de l'ancien découpage pour se rapprocher de la réalité prise en compte par l'administration depuis mars 2023.

Par ailleurs, les 39 villages ou quartiers retenus représentent seulement la partie accessible de la région de Gao au moment de l'enquête, ce qui représente une autre limite.

D'une manière générale, l'échantillon final collecté n'est pas totalement représentatif de la région de Gao en raison de trois obstacles majeurs :

- D'une part, la taille de la population ;
- D'autre part, les divisions administratives basées sur le recensement de 2009 ;
- Enfin, le fait que certains villages sont déjà inaccessibles.

En effet, le recensement le plus récent ne ventile pas la population au niveau des cercles ou des communes, mais il répertorie également explicitement les villages, cercles et communes relevant des nouvelles régions administratives, de sorte que les chercheurs travaillent sous de nombreuses restrictions.

Nous pouvons aussi noter comme limites la traduction des concepts lors des enquêtes. En effet, certains concepts comme la réforme du secteur de la sécurité et les CCS n'ont pas d'appellation dédiée ce qui a poussé les enquêteurs à expliquer l'esprit et les objectifs des concepts pour permettre aux enquêtés d'exposer leur perception. Cela pourrait entraîner des biais dans les données.

IV. Perception des femmes et des jeunes sur la situation sécuritaire

4.1. Perception des enquêtés sur l'évolution de la situation sécuritaire

Au cours de la période prise en considération (de mai 2023 à mai 2024), sur l'ensemble des 366 jeunes hommes enquêtés, 74,9% affirment que la situation sécuritaire au Mali s'est améliorée contre 14,5% qui déclarent que cette situation s'est détériorée et 9,8% qui n'ont pas constaté de changement. La proportion des femmes qui trouvent que cette situation s'est améliorée (87,7%) est supérieure à celle des hommes. Elles sont seulement 6,6% qui trouvent que la situation sécuritaire s'est détériorée pendant la période indiquée et 5,4% d'entre elles pensent que rien n'a changé.

L'analyse prenant en considération le niveau scolaire révèle que les personnes interrogées trouvent que la situation sécuritaire s'est améliorée au Mali pendant les 12 derniers mois étudiés. Cependant, le taux des enquêtés qui trouvent que la situation s'est plutôt détériorée est plus élevé au niveau scolaire fondamental avec 23,3%.

Si parmi les enquêtés ayant un rôle social au sein de leur communauté, la proportion de ceux qui trouvent que la situation sécuritaire s'est améliorée est plus élevée (87,3%) contre 7,5% selon lesquels elle s'est détériorée, chez ceux n'ayant pas de rôle particulier, la tendance s'inverse et 35,4% pensent que la situation s'est détériorée contre 34,1% pour lesquels elle s'est améliorée.

L'analyse selon les communes d'enquête révèle que Gabero enregistre le plus fort taux (47,1%) de ceux qui pensent que la situation s'est détériorée pendant les 12 derniers mois.

Dans l'ensemble, 80,8% des enquêtés affirment que la situation sécuritaire s'est améliorée, contre seulement 10,9% pour lesquels cette situation s'est détériorée ; 7,8% pensent que rien n'a changé.

Tableau 2 : Perception des femmes et des jeunes sur l'évolution de la situation sécuritaire au cours des 12 derniers mois

Quelques caractéristiques des enquêtés		Au cours des 12 derniers mois, pensez-vous que la situation sécuritaire au Mali :				
		S'est améliorée	S'est détériorée	N'a pas changé	Je ne sais pas.	Effectif
Sexe de l'enquêté	Masculin	74,9%	14,5%	9,8%	0,8%	366
	Féminin	87,7%	6,6%	5,4%	0,3%	316
Niveau scolaire	Sans niveau	85,5%	6,7%	7,1%	0,7%	297
	Fondamental	59,7%	23,3%	15,7%	1,3%	159
	Secondaire	89,9%	7,2%	2,9%	0,0%	138
	Supérieur	88,2%	8,2%	3,5%	0,0%	85
Avez-vous un rôle social ?	Oui	87,3%	7,5%	5,0%	0,2%	598
	Non	34,1%	35,4%	28,0%	2,4%	82
Nom de la commune	Gao	96,3%	2,5%	1,3%	0,0%	160
	Gabero	29,4%	47,1%	23,5%	0,0%	17
	Gounzoureye	97,3%	2,7%	0,0%	0,0%	112
	Sony Aliber	84,3%	7,9%	7,9%	0,0%	89
	Ansongo	68,4%	17,1%	13,2%	1,3%	304
Ensemble		80,8%	10,9%	7,8%	0,6%	682

L'analyse du tableau 3 montre que dans l'ensemble, 56,2% des enquêtés estiment qu'ils sont en sécurité actuellement, contre 38,1% qui ne se sentent ni en danger, ni en sécurité et seulement 5,8% qui se sentent en danger.

L'analyse des données selon les communes fait ressortir que le plus fort taux des enquêtés qui se sentent en danger est enregistré à Gabero avec 52,9% pendant qu'à Gao et dans la commune de Sony Aliber ce taux est de 0%.

La proportion des hommes et des femmes qui se sentent en sécurité est sensiblement égale tandis que le taux des hommes qui se sentent en danger (8%) est supérieur à celui des femmes (seulement 3,2%).

Malgré cette amélioration largement perçue par la population locale, certains référents-clés parmi les leaders communautaires pensent que la prudence doit être de mise. En effet, certains déclarent que la situation est toujours volatile et ne se considèrent pas en sécurité en raison de la présence de différents groupes armés. Comme le déclare cette femme de 34 ans à Gao : « *Nous vivons dans la peur constante. Chaque fois que je sors, je crains pour ma sécurité et celle de mes enfants. La violence sexuelle est un risque quotidien* ».

La crainte exprimée par certains est notamment liée à la dispersion des groupes depuis les affrontements avec l'armée malienne, qui a aussi engendré l'augmentation du banditisme sur les axes routiers. C'est pourquoi ce jeune de 22 ans interviewé à Ansongo explique : « *La présence des groupes armés rend nos vies très difficiles. Nous ne pouvons pas nous déplacer librement et cela affecte nos études et nos activités économiques* ».

Tableau 3 : Perception des femmes et des jeunes sur la situation sécuritaire actuelle

Quelques caractéristiques des enquêtés		Perception des femmes et des jeunes sur la situation sécuritaire actuelle.			
		En danger	Ni en danger ni en sécurité	En sécurité	Effectif
Sexe de l'enquêté	Masculin	8,0%	35,5%	56,5%	363
	Féminin	3,2%	41,3%	55,6%	315
Niveau scolaire	Sans niveau	3,4%	38,5%	58,1%	296
	Fondamental	11,4%	50,6%	38,0%	158
	Secondaire	2,2%	27,7%	70,1%	137
	Supérieur	9,5%	31,0%	59,5%	84
Ayant un rôle spécifique	Oui	4,0%	34,5%	61,4%	594
	Non	18,3%	63,4%	18,3%	82
Nom de la commune	Gao	0,0%	14,3%	85,7%	161
	Gabero	52,9%	29,4%	17,6%	17
	Gounzoureye	2,8%	17,4%	79,8%	109
	Sony Aliber	0,0%	98,9%	1,1%	89
	Ansongo	8,9%	40,7%	50,3%	302
Ensemble		5,8%	38,1%	56,2%	678

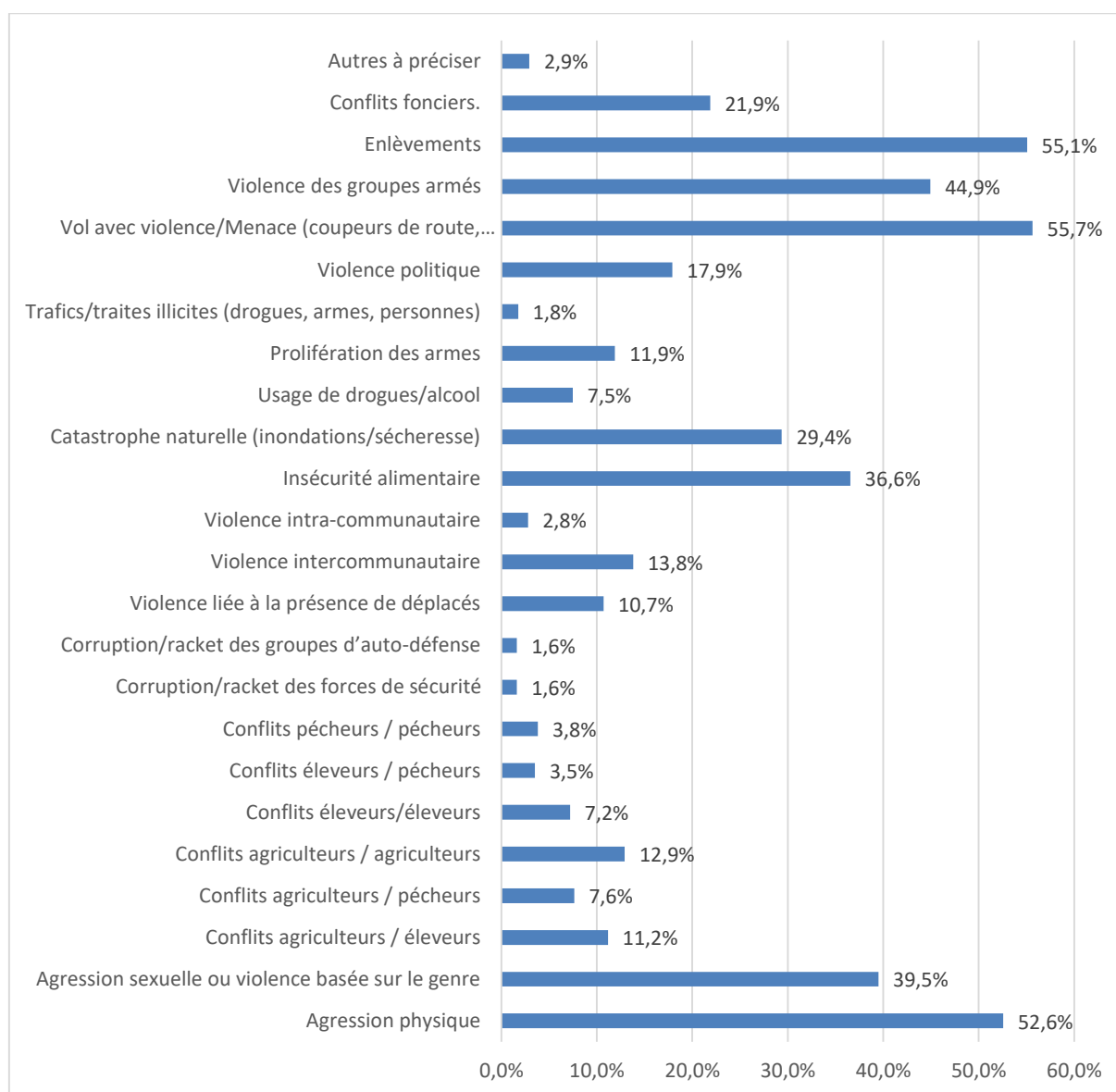
4.2. Caractérisation des menaces sécuritaires de la région de Gao

La lecture des données du graphique 1 ci-dessous indique que les types les plus fréquents de menaces sécuritaires auxquelles les enquêtés ont à faire face sont les vols avec violence/menace (coupeurs de route) avec une proportion de 55,7%. Ce type de menace est suivi de très près par les enlèvements à 55,1%, les agressions physiques avec 52,6% et les violences des groupes armés avec 44,9%. Ceux-ci sont suivis par les agressions sexuelles à 39,5%.

La proportion des enquêtés ayant évoqué l'insécurité alimentaire et les catastrophes naturelles (inondations/sécheresse) est aussi importante avec respectivement 36,6% et 29,4% d'entre eux.

Par les types de menaces retenues dans cette étude, la corruption/racket des forces de sécurité et celle des groupes d'autodéfense sont les moins fréquentes avec 1,6% chacun.

Graphique 1 : Répartition en pourcentage des types de menaces rencontrés dans la région de Gao



4.3. Perception des femmes et des jeunes sur les acteurs impliqués dans l'accès à la sécurité

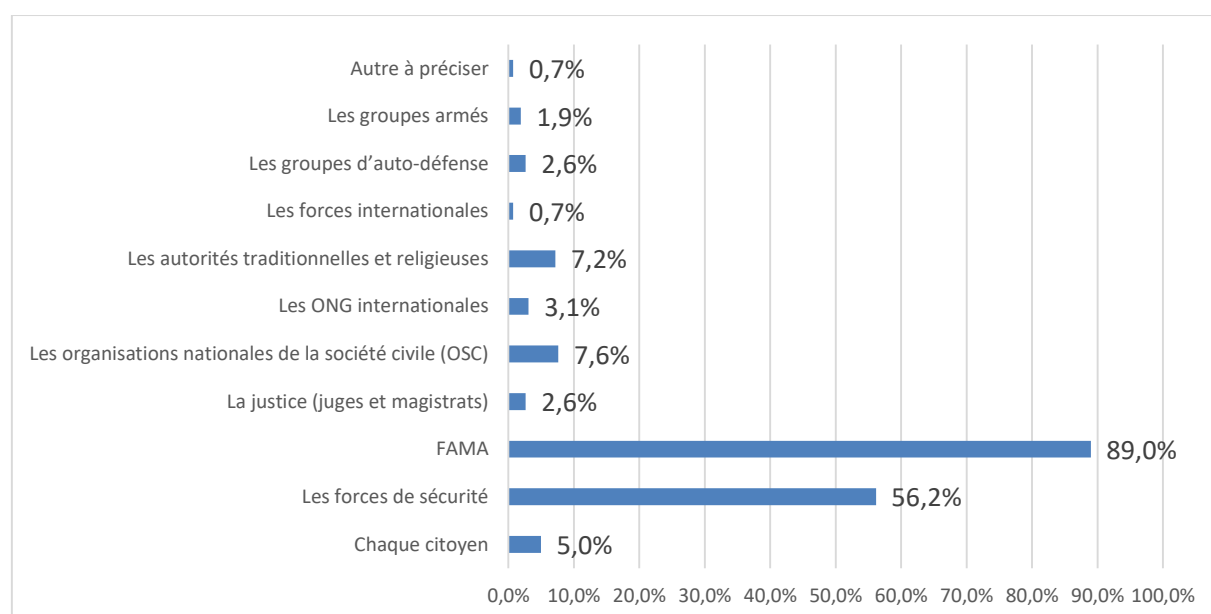
Selon cette étude, les Forces Armées Maliennes (FAMA) sont de loin devant tous les autres acteurs retenus la catégorie d'acteurs qui joue le rôle le plus fondamental dans la sécurisation de la population.

Les enquêtés, à 89%, pensent que les Forces Armées Maliennes (FAMA) jouent un rôle fondamental pour assurer la sécurité des populations. Elles sont suivies des forces de sécurité (police, gendarmerie, garde) à 56,2%.

Les organisations nationales de la société civile et les autorités traditionnelles et religieuses jouent également un rôle non négligeable aux yeux des personnes interrogées.

Ce graphique met en évidence le fait que les forces internationales sont les acteurs qui jouent de très loin un rôle moins important que tous les autres acteurs : 0,7% des enquêtés l'ont évoqué soit la plus petite proportion.

Graphique 2 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes sur les acteurs ayant un rôle important dans l'accès à la sécurité



4.4. Voies de recours des femmes et des jeunes en cas de conflits mineurs

Selon les données du graphique 3, la majorité des enquêtés consultent en priorité un membre de la famille ou le chef de village/quartier en cas de conflit mineur (conflit de voisinage, familial, etc.). Le taux de ceux d'entre eux qui consultent un membre de la famille en priorité est de 56,4% et 21,1% pour les chefs de village/quartier, 7,7% les Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation (ERAR) et ses démembrements au niveau communal, 6,6% la police/gendarmerie, 5,3% les autorités religieuses et seulement 1,6% les FAMA.

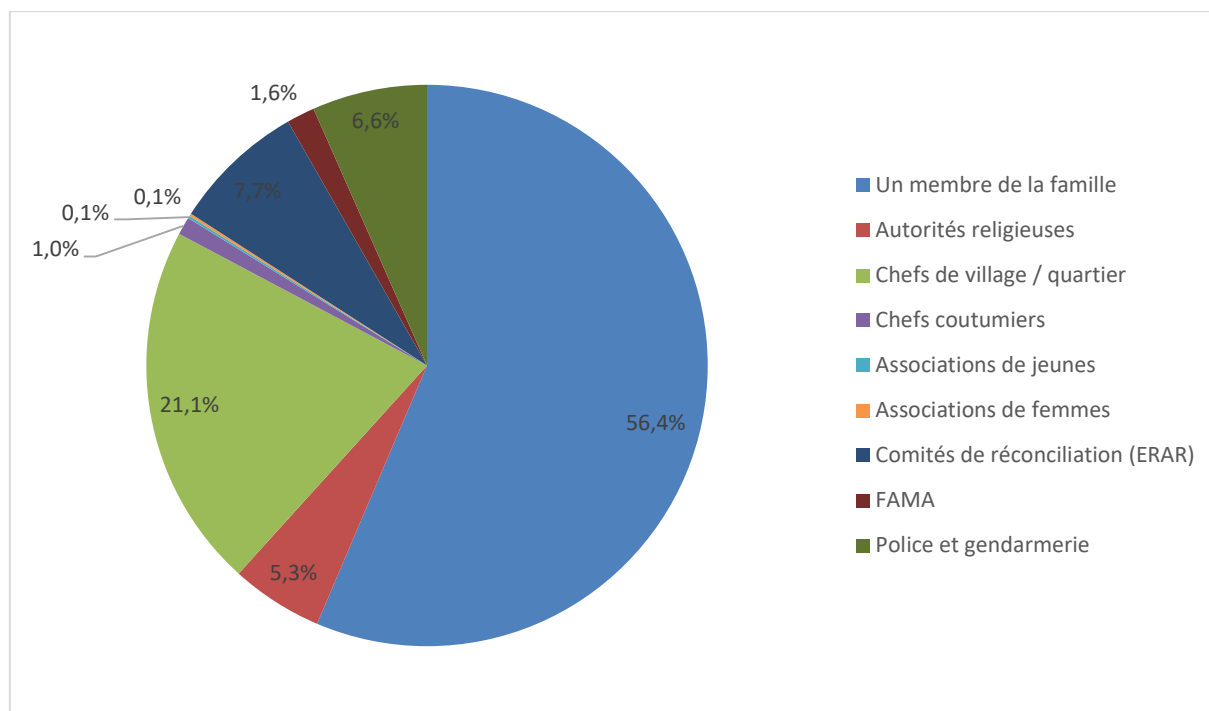
Cette tendance se maintient chez les hommes de même que chez les femmes. Cependant, les enquêtés au plus faible niveau d'instruction ne consultent pas prioritairement les Comités de

Réconciliation (ERAR). De même, les enquêtés n'ayant aucun rôle social particulier dans leur communauté ne consultent prioritairement pas non plus ces comités.

En outre, il faut relever qu'aucun enquêté des communes de Gabero, Gounzoureye et d'An-songo ne consulte prioritairement ces comités.

Il faut aussi remarquer que dans la commune Sony Aliber, aucun des enquêtés ne consulte en priorité un membre de la famille en cas de conflit mineur.

Graphique 3 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes selon les structures consultées en cas de conflits mineurs



Il ressort des données de ce tableau 4 que 49,2% de l'ensemble des enquêtés déclarent rapporter les incidents en priorité à la gendarmerie ou à la police au cas où ils seraient témoins d'un cas de crime grave (meurtre, viol, vol avec violence, etc.). Cette proportion est de 33,3% faisant prioritairement rapport aux autorités traditionnelles, 13,1% à un membre de sa famille (mari, épouse, etc.) et seulement 1% qui font recours aux parajuristes.

Cette tendance est maintenue selon le sexe. Cependant, quand on considère le niveau d'instruction, les enquêtés ayant un faible niveau et ceux du niveau fondamental rapportent plus en priorité aux autorités traditionnelles que les autres acteurs.

Les enquêtés n'ayant aucun rôle social particulier, eux, rapportent plus à un membre de leur famille en priorité (57,3%) et aux autorités traditionnelles (34,1%). Les enquêtés des communes de Gounzoureye et de Sony Aliber aussi, dans leur majorité, rapportent en priorité aux autorités traditionnelles.

Tableau 4 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes selon la voie de recours prioritaire en cas de crime

Quelques caractéristiques des enquêtés		Service de recours prioritaire des femmes et des jeunes en cas de crime grave (meurtre, viol, vol avec violence, etc.)						
		Gendarmerie ou police	Autorités traditionnelles	Chef religieux	Membre de la famille	Les groupes armés	ONG/ OSC	Parajuristes
Sexe de l'enquêté	Masculin	52,2%	27,0%	2,7%	15,8%	0,3%	0,0%	1,1%
	Féminin	45,4%	41,0%	1,9%	9,8%	0,0%	1,0%	1,0%
Niveau scolaire	Sans niveau	39,6%	45,3%	1,7%	10,7%	0,0%	0,3%	2,0%
	Fondamental	27,8%	32,3%	5,7%	31,0%	0,6%	1,3%	0,0%
	Secondaire	72,5%	20,3%	1,4%	5,1%	0,0%	0,0%	0,7%
	Supérieur	83,5%	15,3%	0,0%	1,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Ayant un rôle spécifique	Oui	55,3%	33,3%	2,3%	6,9%	0,0%	0,5%	1,2%
	Non	4,9%	34,1%	2,4%	57,3%	1,2%	0,0%	0,0%
Nom de la commune	Gao	98,1%	0,6%	0,6%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%
	Gabero	47,1%	23,5%	17,6%	11,8%	0,0%	0,0%	0,0%
	Gounzoureye	4,4%	82,3%	2,7%	1,8%	0,0%	0,0%	6,2%
	Sony Aliber	3,4%	85,1%	6,9%	1,1%	0,0%	3,4%	0,0%
	Ansongo	53,1%	18,2%	1,0%	27,4%	0,3%	0,0%	0,0%
Ensemble		49,2%	33,3%	2,3%	13,1%	0,1%	0,4%	1,0%

V. Connaissance des femmes et des jeunes sur les forces de sécurité

5.1. Connaissance des forces intervenant dans la sécurité intérieure

Il ressort de l'analyse du tableau 5 que les enquêtés connaissent les forces intervenant dans la sécurité intérieure retenues dans ce tableau ainsi que leurs missions, à savoir la Police, la Gendarmerie et la Garde nationale.

La totalité des enquêtés ayant un niveau d'instruction supérieur connaissent la Police et ses missions. Dans la commune de Gao, tous les enquêtés connaissent ces forces de sécurité et leurs missions (100%).

Tableau 5 : Connaissance des forces intervenant dans la sécurité intérieure et de leurs missions par les jeunes et les femmes selon quelques caractéristiques socioéconomiques

Quelques caractéristiques des enquêtés		Police	Gendarmerie	Garde nationale	Effectif
Sexe de l'enquêté	Masculin	86,6%	85,0%	81,7%	366
	Féminin	81,1%	69,1%	69,4%	317
Niveau scolaire	Sans niveau	73,8%	69,8%	65,8%	298
	Fondamental	94,3%	79,9%	78,0%	159
	Secondaire	84,1%	83,3%	87,0%	138
	Supérieur	100,0%	91,8%	90,6%	85
Ayant un rôle spécifique	Oui	83,0%	74,6%	73,6%	599
	Non	92,7%	98,8%	93,9%	82
Nom de la commune	Gao	100,0%	100,0%	100,0%	161
	Gabero	88,2%	58,8%	52,9%	17
	Gounzoureye	15,2%	43,8%	44,6%	112
	Sony Aliber	95,5%	7,9%	3,4%	89
	Ansongo	97,7%	99,7%	97,7%	304
Ensemble		84,2%	77,6%	76,1%	683

5.2. Perception des femmes et des jeunes sur les forces de sécurité et leur capacité d'intervention

Dans ce tableau 6, les enquêtés affirment que les services des forces intervenant dans la sécurité intérieure sont efficaces (80,4% des enquêtés), 14,9% d'entre eux les trouvent même très efficaces contre seulement 4,7% qui affirment qu'elles ne le sont pas. Toutefois, il faut noter qu'il y a quelques plaintes de la population sur les pratiques de certaines forces de sécurité notamment la police qui est par exemple dénoncée en ces termes : « *Je n'ai pas confiance en la police locale. Ils sont souvent corrompus et ne font pas grand-chose pour nous protéger* ». (Femme, 29 ans, Bourem).

Cependant, les plus forts taux de ceux qui trouvent que les services des forces intervenant dans la sécurité intérieure ne sont pas efficaces sont enregistrés dans la commune de Sony Aliber avec 16,9% et Gabero avec 11,8%. 9,4% des enquêtés ayant un niveau scolaire fondamental trouvent que ce service n'est pas efficace (taux le plus élevé). Toutefois, nous consta-

tons une certaine amélioration de la perception sur l'efficacité des services des forces de sécurité avec l'amélioration du niveau d'instruction des enquêtés. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les plus instruits ont plus d'accès à l'information sur les canaux de communication par exemple les communiqués de la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA) sur les actions de sécurisation et les actions militaires.

Des efforts restent à faire pour renforcer la confiance entre la police et la population.

Tableau 6 : Perception des femmes et des jeunes sur l'efficacité des forces intervenant dans la sécurité intérieure selon quelques caractéristiques sociodémographiques

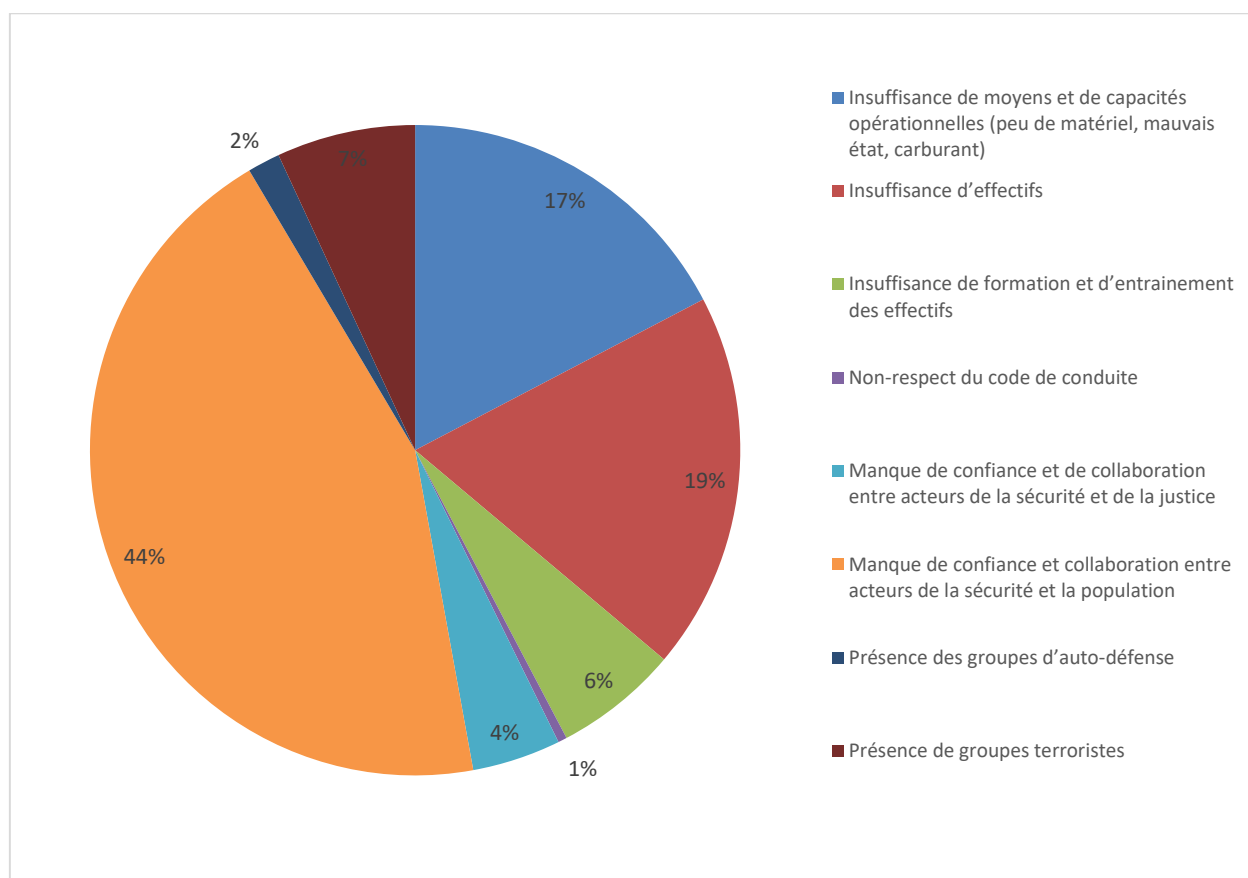
Quelques caractéristiques des enquêtés		Perception sur le niveau d'efficacité des services des forces de sécurité			
		Très efficace	Efficace	Pas efficace	Ensemble
Sexe de l'enquêté	Masculin	14,4%	80,9%	4,6%	100,0%
	Féminin	15,5%	79,8%	4,7%	100,0%
Niveau scolaire	Sans niveau	11,4%	85,3%	3,3%	100,0%
	Fondamental	10,7%	79,9%	9,4%	100,0%
	Secondaire	20,3%	78,3%	1,4%	100,0%
	Supérieur	25,9%	69,4%	4,7%	100,0%
Ayant un rôle social	Oui	16,3%	79,2%	4,5%	100,0%
	Non	3,7%	90,2%	6,1%	100,0%
Nom de la commune	Gao	18,6%	80,7%	0,6%	100,0%
	Gabero	41,2%	47,1%	11,8%	100,0%
	Gounzoureye	2,7%	93,8%	3,5%	100,0%
	Sony Aliber	1,1%	82,0%	16,9%	100,0%
	Ansongo	20,1%	76,6%	3,3%	100,0%
Ensemble		14,9%	80,4%	4,7%	100,0%

Selon les données du graphique 4, dans l'ensemble, le manque de confiance et de collaboration entre les acteurs intervenant dans la sécurité intérieure et la population constitue l'obstacle principal rencontré pour répondre efficacement à l'insécurité avec 44,3%. L'insuffisance des effectifs, de moyens et de capacités opérationnelles (peu de matériel, mauvais état, carburant) est ensuite mentionnée dans les entretiens qualitatifs.

Cette tendance se maintient globalement dans l'analyse des données par sexe. Cependant, pour la majorité des enquêtés n'ayant aucun rôle social particulier dans leur communauté (27,2%), le principal obstacle reste l'insuffisance de moyens et de capacités opérationnelles.

Dans la commune de Gounzoureye, 56,3% des enquêtés trouvent que l'obstacle principal est l'insuffisance d'effectifs tandis qu'à Gabero, c'est l'insuffisance de moyens et de capacités opérationnelles qui est principalement citée.

Graphique 4 : Perception des femmes et des jeunes sur l'obstacle principal rencontré par les forces intervenant dans la sécurité intérieure pour répondre efficacement à l'insécurité



5.3. Recours des femmes et des jeunes aux forces intervenant dans la sécurité intérieure

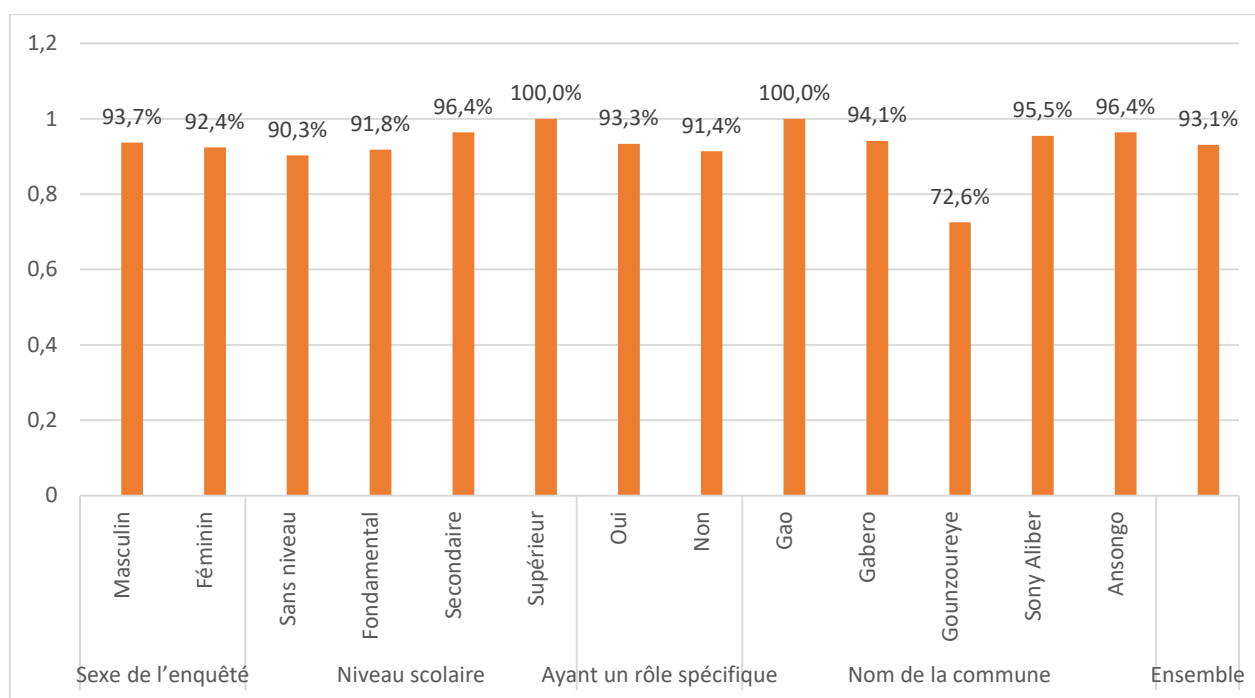
L'analyse du graphique 5 fait ressortir que les enquêtés, dans leur grande majorité, savent comment contacter les forces de sécurité en cas de besoin (93,1%). Si ce taux est à 72,6% (plus faible taux) dans la commune de Gounzoureye, il est de 100% à Gao.

La proportion de ceux ayant un rôle social particulier au sein de leurs communautés est légèrement plus importante (93,3%) que ceux n'ayant aucun rôle social particulier dans ce sens (91,4%).

La proportion des hommes qui savent comment contacter les forces de sécurité est très légèrement supérieure à celle des femmes (93,7% contre 92,4%).

En ce qui concerne le niveau scolaire, cette proportion est de 100% pour le supérieur tandis que la plus faible proportion est enregistrée chez les enquêtés sans niveau scolaire.

Graphique 5 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes connaissant les moyens de contacter les forces de sécurité



Afin de rapporter des cas de crime grave, la majorité des enquêtés préfèrent se rendre au poste de police/gendarmerie le plus proche (55,9%), chez le chef de village/quartier (21,3%). Seulement 11,1% utilisent le téléphone, 7,9% contactent les Comités d'Alerte Précoce et 3,6% les CCS.

Le téléphone est le moyen le plus utilisé par la majorité des enquêtés n'ayant aucun rôle social particulier dans leur communauté (37%) et chez les enquêtés de la commune de Gabero (56,3%).

Tableau 7 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes selon les moyens utilisés pour contacter les forces de sécurité en cas de besoin

Quelques caractéristiques des enquêtés		Moyens utilisés par les femmes et les jeunes pour contacter les forces de sécurité en cas de besoin					
		Téléphone	Poste de police/gendarmerie le plus proche	Chef de village/chef de quartier	Comités consultatifs de sécurité	Comités d'alerte précoce	Autre à préciser
Sexe de l'enquêté	Masculin	11,7%	60,8%	14,6%	4,4%	8,2%	0,3%
	Féminin	10,3%	49,8%	29,2%	2,7%	7,9%	0,0%
Niveau scolaire	Sans niveau	7,1%	49,8%	28,3%	3,3%	11,5%	0,0%
	Fondamental	21,4%	35,9%	29,7%	6,2%	6,9%	0,0%
	Secondaire	6,8%	76,5%	7,6%	2,3%	6,1%	0,8%
	Supérieur	13,1%	77,4%	4,8%	2,4%	2,4%	0,0%
Ayant un rôle social particulier	Oui	7,7%	60,8%	20,3%	3,2%	7,9%	0,2%
	Non	37,0%	19,2%	28,8%	6,8%	8,2%	0,0%
Nom de la commune	Gao	6,3%	91,3%	1,3%	1,3%	0,0%	0,0%
	Gabero	56,3%	12,5%	12,5%	12,5%	6,3%	0,0%
	Gounzoureye	3,7%	22,0%	20,7%	6,1%	46,3%	1,2%
	Sony Aliber	2,4%	3,6%	86,9%	7,1%	0,0%	0,0%
	Ansongo	15,8%	63,6%	14,1%	2,7%	3,8%	0,0%
Ensemble		11,1%	55,9%	21,3%	3,6%	7,9%	0,2%

Dans l'ensemble, 50,4% des enquêtés ayant sollicité un acteur de la sécurité au cours des 6 derniers mois ont été satisfaits de la réponse apportée.

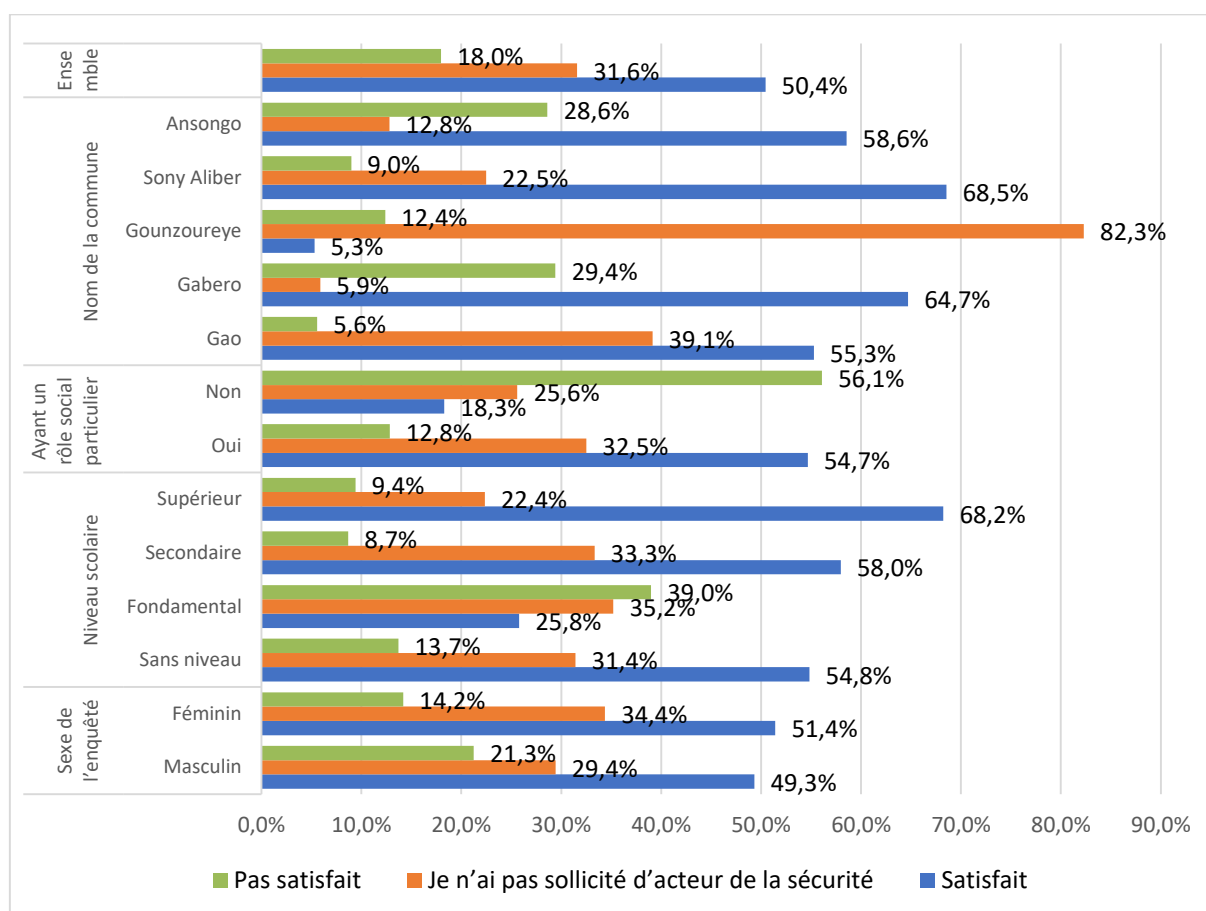
Dans la commune de Sony Aliber, cette proportion est 68,5%. Dans cette commune, 12,8% des enquêtés n'ont pas sollicité un acteur de sécurité. En revanche, à Gabero, c'est 82,3% des enquêtés qui n'ont pas sollicité un acteur de sécurité. Ici, 64,7% de ceux ayant sollicité un acteur de sécurité sont cependant satisfaits de la réponse apportée.

Les enquêtés ayant un niveau scolaire supérieur sont 68,2% à avoir été satisfaits de la réponse apportée par l'acteur de sécurité qu'ils ont sollicité au cours des 6 derniers mois.

Il est à remarquer que 39,1% des enquêtés n'ayant pas de rôle social particulier au sein de leur communauté n'ont pas sollicité un acteur de sécurité pendant la période indiquée. En revanche, seulement 18,3% d'entre eux ont sollicité un acteur de sécurité et ont été satisfaits par la réponse apportée.

L'analyse selon le sexe démontre que 51,4% des femmes ont sollicité un acteur de sécurité au cours des 6 derniers mois et ont été satisfaits, contre 49,3% des hommes enquêtés. Les hommes, à 34,4% n'ont pas sollicité un acteur de sécurité contre 31,4% des femmes enquêtées.

Graphique 6 : Répartition des femmes et des jeunes selon le recours et la satisfaction des services rendus par les forces de sécurité de novembre 2023 à mai 2024



De l'analyse des données du tableau 8, il ressort que dans l'ensemble 36,6% des enquêtés ont souligné que la principale raison de leur insatisfaction est le mauvais accueil. Parmi les autres raisons, le refus de répondre à une demande (13,9%), le manque de confidentialité dans le traitement de la demande (10,6%) et le fait que les forces de sécurité soient injoignables (10,4%) ont été évoqués. Il est à noter aussi que 13,5% de l'ensemble des enquêtés ont d'autres motifs d'insatisfaction qu'ils n'ont pas souhaité préciser.

Dans les communes, si dans l'ensemble le mauvais accueil reste globalement la raison la plus souvent évoquée, dans la commune de Gounzoureye le refus de répondre à la demande formulée est avancé par la majorité des enquêtés, soit 48,7%.

Tableau 8 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes selon les raisons de leur non-satisfaction lors du recours aux services de sécurité

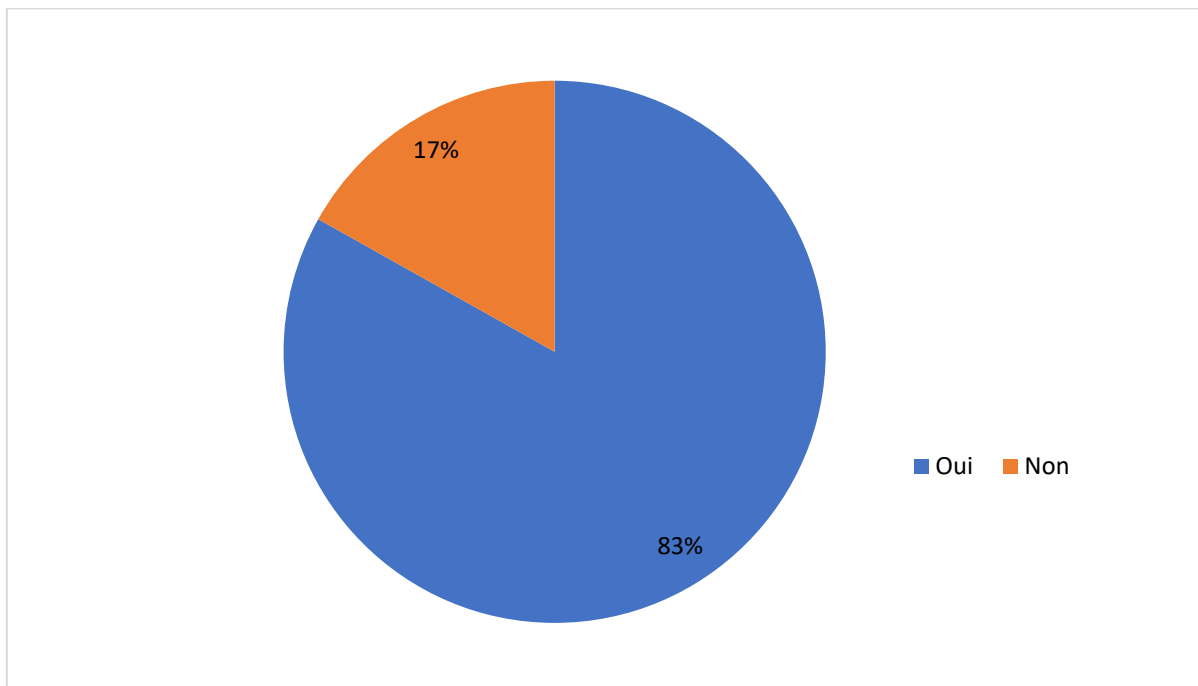
Quelques caractéristiques des enquêtés		Raisons d'insatisfaction des femmes et des jeunes lors de leur expérience avec les services de sécurité					
		Mauvais accueil	Refus de répondre	Manque de confidentialité	Je ne suis pas parvenu à les contacter	Autre à préciser	Effectif
Sexe	Masculin	33,1%	15,1%	10,3%	14,0%	11,0%	272
	Féminin	40,2%	12,5%	11,3%	6,6%	16,0%	256
Niveau scolaire	Sans niveau	38,9%	23,0%	14,6%	8,8%	4,4%	226
	Fondamental	28,9%	7,2%	3,9%	13,2%	19,7%	152
	Secondaire	33,7%	8,7%	17,4%	12,0%	21,7%	92
	Supérieur	50,9%	3,6%	3,6%	7,3%	18,2%	55
Ayant un rôle social particulier	Oui	40,4%	15,4%	11,8%	9,4%	15,0%	448
	Non	14,1%	3,8%	5,1%	16,7%	5,1%	78
Nom de la commune	Gao	54,0%	0,0%	1,2%	1,9%	35,4%	161
	Gabero	21,4%	14,3%	7,1%	7,1%	28,6%	14
	Gounzoureye	0,9%	48,7%	28,3%	16,8%	0,9%	113
	Sony Aliber	87,1%	1,2%	5,9%	2,4%	1,2%	85
	Ansongo	18,2%	9,7%	10,4%	19,5%	5,2%	154
Ensemble		36,6%	13,9%	10,6%	10,4%	13,5%	527

VI. Connaissances des femmes et des jeunes sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)

6.1. Connaissances et informations des femmes et des jeunes sur le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)

En ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité, la population de la zone d'enquête en est dans l'ensemble informée. Le graphique 3 indique que 83% de l'ensemble des enquêtés a entendu parler de cette réforme contre 17% qui a répondu par la négative.

Graphique 7 : Connaissances et informations des femmes et des jeunes sur le processus de la Réforme du Secteur de la Sécurité



6.2. Renforcement des capacités des femmes et des jeunes sur la RSS

La proportion des personnes ayant bénéficié d'un renforcement de capacités sur la réforme du secteur de la sécurité est dans l'ensemble élevée (60,1%)¹⁰.

En considérant les communes, cette proportion est plus élevée à Sony Aliber avec 79,5%, contre 39,8% à Gounzoureye, proportion la plus basse.¹¹

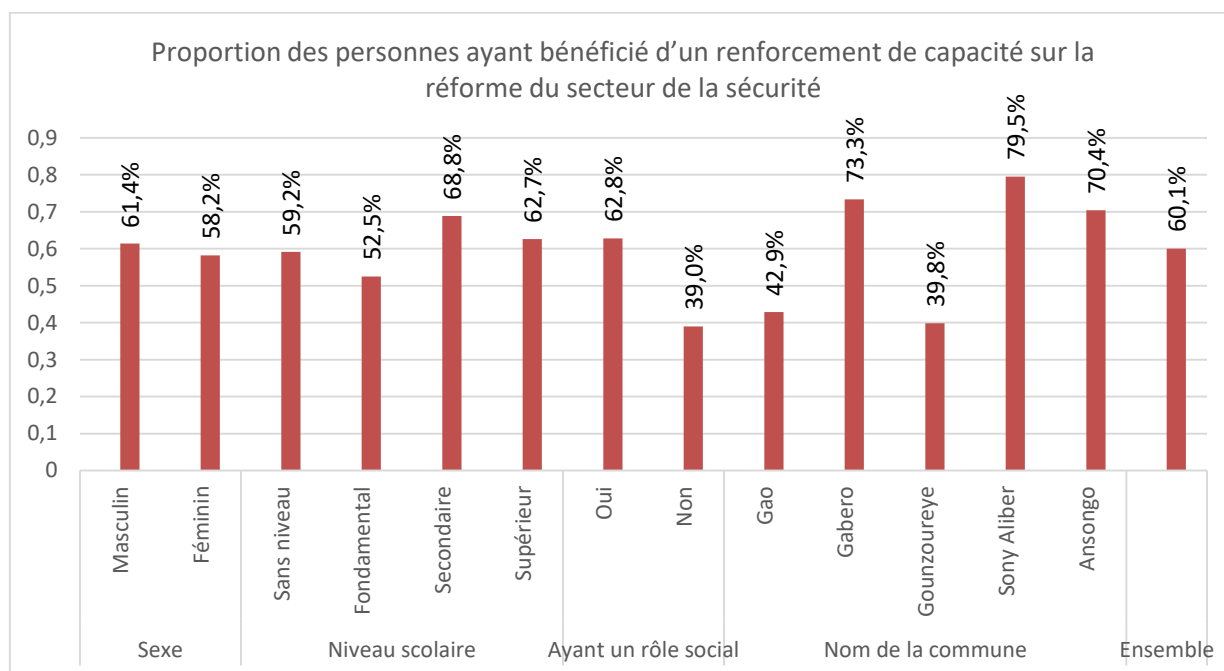
Par ailleurs, le taux de ceux ayant un rôle social particulier au sein de leur communauté est nettement supérieur (62,8%) à celui de ceux n'ayant pas ce rôle social (39,8%).

En ce qui concerne le niveau scolaire atteint, le niveau secondaire se démarque avec le taux le plus élevé (68,8%). Le taux le plus bas est enregistré au niveau fondamental avec 52,5% des enquêtés. Le taux des hommes ayant bénéficié d'un renforcement de capacités est légèrement supérieur à celui des femmes (61,4% contre 58,2%).

¹⁰ Ce taux élevé s'explique par le fait que le Commissariat à la RSS a dispensé des formations dans la plupart des villages enquêtés non seulement sur la RSS en tant que telle mais également sur des sujets perçus comme connexes par les bénéficiaires (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), médiation, accords de paix, résolution 1325, ...)

¹¹ Ces taux de connaissance élevés s'expliquant par le fait que les communes concernées ont bénéficié de formations organisées par le Commissariat à la RSS, dont certaines en partenariat avec l'African Security Sector Network (ASSN), l'Organisation Aide au développement durable (ADD) et le Réseau National pour l'Eveil Démocratique et Patriotique (RENEDEP).

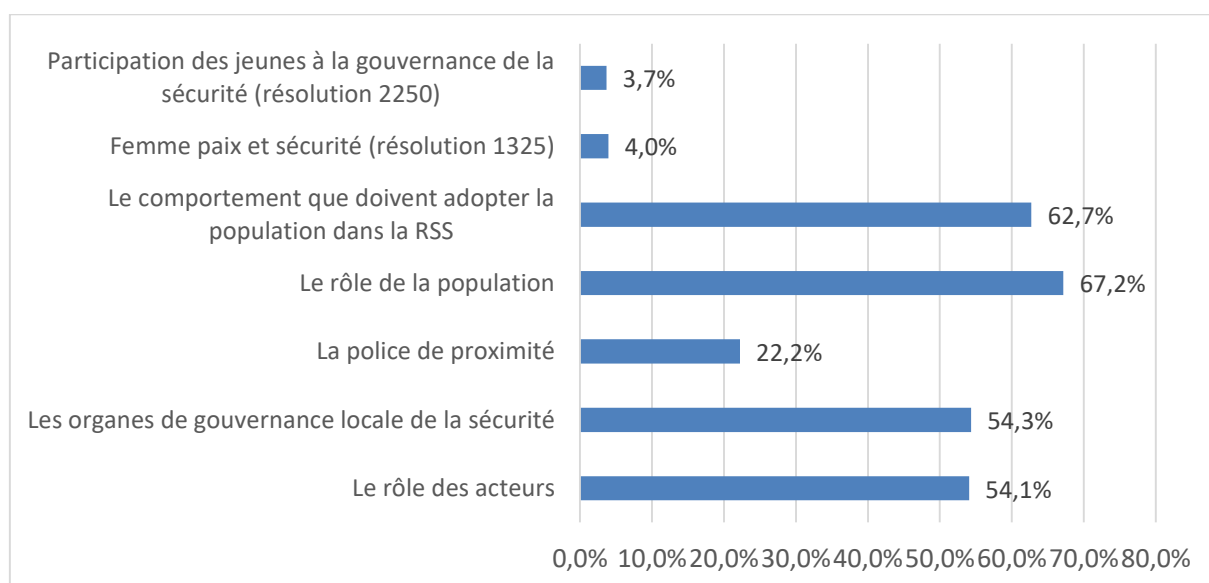
Graphique 8 : Répartition des femmes et des jeunes selon leur renforcement des capacités sur la RSS



Les actions de renforcement de capacités, dont ont bénéficié les personnes enquêtées, ont porté principalement sur le rôle de la population dans la RSS, ce qui a été confirmé par 67,2% des enquêtés. La formation sur le rôle de la population dans la RSS a bénéficié à 62,7% des enquêtés ; à cela s'ajoute la formation sur les organes de gouvernance locale de la sécurité qui a été suivie par 54,3% des personnes touchées. Les formations sur le rôle des acteurs (54,1%) et la police de proximité (22,2%) ont aussi été suivies par les enquêtés.

Les thèmes les moins abordés par les personnes enquêtées sont la participation des jeunes à la gouvernance de la sécurité et la résolution 1325 portant sur la femme, la paix et la sécurité.

Graphique 9 : Répartition des femmes et des jeunes ayant reçu formation sur la RSS selon les thématiques abordées



VII. Perception des femmes et des jeunes sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)

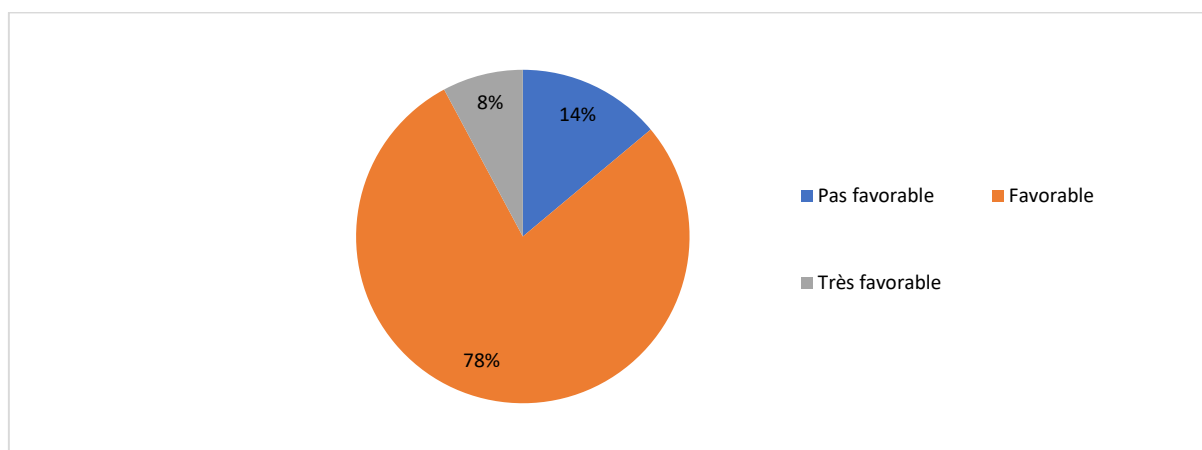
7.1. Acceptation de la Réforme du Secteur de la Sécurité par les jeunes et les femmes

Les données du graphique 10 montrent que les enquêtés dans leur grande majorité sont favorables à l'adoption par l'Etat d'une politique de sécurité qui implique la population dans la gestion de la sécurité et la prise en compte de ses avis sur les décisions sécuritaires. Ils y sont à 78% favorables et à 8% très favorables contre 14% défavorables.

Les femmes sont conscientes de leur rôle dans la gestion des conflits et la gouvernance sécuritaire. Par exemple, l'une d'entre elles affirme à Gounzoureye: « Nous, les femmes, jouons un rôle crucial dans la médiation des conflits. Nous connaissons les dynamiques communautaires et pouvons aider à prévenir la violence ». (Femme, 45 ans, Gounzoureye)

Les jeunes également se voient jouer un rôle important dans la gestion de la sécurité. C'est ainsi que ce jeune de 19 ans à Tessit déclare que : « Les jeunes peuvent apporter des idées nouvelles et de l'énergie aux initiatives de sécurité. Nous devons être inclus dans les décisions ».

Graphique 10 : Répartition des femmes et des jeunes selon leur perception sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)



7.2. Satisfaction sur la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité

La lecture des données du tableau 9 montre que 82,3% des enquêtés sont satisfaits de la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité et 9,7% sont même très satisfaits. Seulement 6,9% sont peu satisfaits et 1,1% pas satisfaits. La proportion de ceux qui ne sont pas satisfaits du tout est nulle au niveau de toutes les caractéristiques de cette étude.

C'est dans la commune de Gabero, que le taux le plus élevé des enquêtés très satisfaits est enregistré, avec 42,9%.

Bien que la population se dise satisfaite de la mise en œuvre de la réforme de la sécurité, elle formule également des besoins d'ordre pédagogique et économique. En termes de renforcement des capacités, la formation en médiation communautaire sur les conflits demeure une priorité comme affirmé par cette requête d'une femme de 37 ans à Gabero qui dit : « Nous

avons besoin de formations sur la médiation des conflits et de soutien pour nos projets économiques. Cela nous aidera à devenir plus résilientes face aux menaces »."

Quant aux jeunes, ils attendent la création d'opportunités économiques. Comme le précise, ce jeune de 24 ans à N'Tillit « si nous avons un emploi et un avenir, nous serons moins vulnérables au recrutement par des groupes armés ».

Tableau 9 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes selon leur degré de satisfaction de la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité dans la région de Gao

Quelques caractéristiques des enquêtés		Degré de satisfaction des femmes et des jeunes de la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité dans leur communauté					
		Très satisfait	Satisfait	Peu satisfait	Pas satisfait	Pas du tout satisfait	Total
Sexe de l'enquêté	Masculin	10,9%	82,2%	6,9%	0,0%	0,0%	100,0%
	Féminin	8,4%	82,1%	7,2%	2,3%	0,0%	100,0%
Niveau scolaire	Sans niveau	7,5%	83,4%	7,1%	2,0%	0,0%	100,0%
	Fondamental	8,5%	83,9%	6,8%	0,8%	0,0%	100,0%
	Secondaire	11,2%	81,6%	7,2%	0,0%	0,0%	100,0%
	Supérieur	17,4%	75,4%	7,2%	0,0%	0,0%	100,0%
Ayant un rôle social particulier	Oui	10,8%	81,0%	7,4%	0,8%	0,0%	100,0%
	Non	0,0%	92,5%	3,8%	3,8%	0,0%	100,0%
Nom de la commune	Gao	17,1%	79,3%	3,6%	0,0%	0,0%	100,0%
	Gabero	42,9%	50,0%	7,1%	0,0%	0,0%	100,0%
	Gounzoureye	1,0%	75,0%	24,0%	0,0%	0,0%	100,0%
	Sony Aliber	1,2%	90,1%	6,2%	2,5%	0,0%	100,0%
	Ansongo	10,8%	85,8%	1,9%	1,5%	0,0%	100,0%
Ensemble		9,7%	82,3%	6,9%	1,1%	0,0%	100,0%

7.3. Perception des jeunes et des femmes sur le lien entre la Réforme du Secteur de la Sécurité et la situation sécuritaire

Depuis l'adoption de la RSS, les enquêtés dans l'ensemble pensent à 70,3% qu'il y a une évolution positive en termes d'amélioration de la relation avec les forces de sécurité. 67,5% de l'ensemble des cibles enquêtées constatent aussi une meilleure prise en compte et écoute des populations dans la gestion de la sécurité depuis le lancement de la RSS et 19,3% constatent

une baisse des incidents sécuritaires depuis. Seulement 0,7% de l'effectif total enquêté trouve qu'il n'y a pas eu de changements.

Chez les hommes, ils sont plus nombreux à constater une meilleure prise en compte et écoute des populations dans la gestion de la sécurité depuis le lancement de la RSS (74,9%) tandis que 67,3% ont évoqué l'amélioration de la relation avec les forces de sécurité.

Dans les communes de Gao et Gounzoureye, le taux de ceux ayant constaté une meilleure prise en compte et écoute des populations dans la gestion de la sécurité depuis le lancement de la RSS est plus élevé que celui de ceux faisant état d'une meilleure prise en compte et écoute des populations dans la gestion de la sécurité depuis la RSS, soit respectivement 64% contre 58,6% à Gao et 65% contre 23% à Gounzoureye.

Tableau 10 : Perception des femmes et des jeunes sur l'évolution positive ou négative dans leur commune depuis la mise en œuvre de la RSS

Quelques caractéristiques des enquêtés		Evolution positive ou négative notée par les femmes et les jeunes dans leur commune depuis l'adoption de la RSS				
		Amélioration de la relation avec les forces de sécurité	Meilleure prise en compte et écoute des populations dans la gestion de la sécurité	Baisse des incidents sécuritaires	Pas de changements	Effectif
Sexe de l'enquêté	Masculin	67,3%	74,9%	19,8%	1,0%	303
	Féminin	73,4%	58,9%	18,6%	0,4%	263
Niveau scolaire	Sans niveau	69,6%	64,0%	11,5%	0,4%	253
	Fondamental	65,0%	61,5%	33,3%	0,9%	117
	Secondaire	70,4%	73,6%	16,8%	0,8%	125
	Supérieur	81,4%	80,0%	25,7%	1,4%	70
Ayant un rôle social particulier	Oui	69,5%	69,3%	18,4%	0,4%	511
	Non	79,2%	49,1%	28,3%	3,8%	53
Nom de la commune	Gao	58,6%	64,0%	28,8%	0,9%	111
	Gabero	60,0%	40,0%	13,3%	0,0%	15
	Gounzoureye	23,0%	65,0%	11,0%	1,0%	100
	Sony Aliber	90,0%	40,0%	50,0%	0,0%	80
	Ansongo	88,1%	80,0%	9,2%	0,8%	260
Ensemble		70,3%	67,5%	19,3%	0,7%	566

VIII. Défis liés à la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité

Les principaux défis rencontrés dans la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) à Gao au Mali selon l'interprétation des données recueillies auprès des acteurs clés rencontrés, sont les suivants :

- **La complexité du processus** : La RSS nécessite une planification holistique et une programmation cohérente des activités et des acteurs nationaux et internationaux, ce qui peut être difficile à mettre en œuvre.
- **La démocratisation mal maîtrisée** : La transition au Mali est marquée par un très fort militarisme qui peut mettre les acteurs politiques civils à l'écart des réformes institutionnelles et politiques, y compris de la RSS, mettant en péril l'inclusion et l'approbation large.
- **La criminalité transfrontalière et transnationale organisée** : La RSS doit également prendre en compte les menaces de criminalité transfrontalière et transnationale organisée, ce qui peut nécessiter une coopération internationale et des stratégies adaptées.
- **La résistance naturelle au changement** : Certaines franges de la société peuvent résister au changement, ce qui peut ralentir l'avancement de la RSS.
- **La corruption** : La corruption est un défi majeur pour la RSS, car elle peut compromettre la confiance des populations et la légitimité des institutions de sécurité.
- **La diversité des acteurs impliqués** : La RSS implique une grande diversité d'acteurs, ce qui peut entraîner des conflits d'intérêt et des difficultés à coordonner les efforts.

IX. Obstacles dans la mise en œuvre de la RSS

Les principaux obstacles à la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) à Gao au Mali sont :

- **Le manque de communication entre les institutions en charge de la sécurité, le gouvernement et les populations** a été présenté par les personnes interrogées comme un obstacle majeur à la mise en œuvre de la RSS.
- **La non-conformité du concept initial de la RSS avec la vision malienne** a été identifiée par les personnes interrogées comme pouvant entraîner des résistances et des difficultés à la mise en œuvre des réformes.
- **Le défaut d'implication des acteurs dans la RSS** peut selon elles ralentir l'avancement des réformes.
- **Le manque de confiance entre les acteurs de la RSS** a souvent compromis le processus tout comme les manquements à la sécurité humaine, les pratiques de corruption et l'ingérence dans les affaires communautaires.
- **Les divergences d'opinions et le manque de coordination entre les acteurs de la RSS** sont aussi identifiés comme des difficultés.

- **La mauvaise gouvernance, l'impunité et la corruption** sont présentées comme des obstacles majeurs à la RSS, car elles peuvent compromettre la confiance des populations et la légitimité des institutions de sécurité.
- **Le manque de ressources pour la mise en œuvre de la RSS** est également perçu comme un défi.
- **La criminalité transfrontalière et la multiplicité des formes de menaces sécuritaires** qui peuvent nécessiter une coopération internationale et des stratégies adaptées, ne sont pas prises suffisamment en considération aux yeux des personnes interrogées.
- **La mauvaise compréhension du fonctionnement et des objectifs de la RSS**, est perçue comme particulièrement problématique en raison de manquements en matière d'information et de sensibilisation.

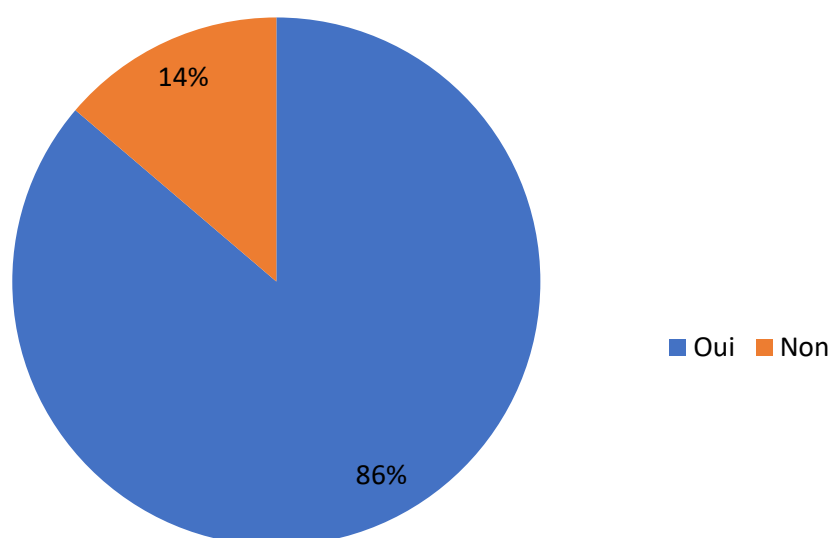
Ces obstacles montrent que la mise en œuvre de la RSS à Gao est un processus complexe qui nécessite une approche globale et une coopération étroite entre les acteurs.

X. Connaissances des femmes et des jeunes sur les Comités Consultatifs de Sécurité (CCS)

10.1. Connaissances des femmes et des jeunes sur le concept de Comité Consultatifs de Sécurité

Il ressort du graphique 11 que 86% des enquêtés ont déjà entendu parler du concept de police de proximité et/ou des Comités Consultatifs de Sécurité. Seulement 14% d'entre eux affirment le contraire.

Graphique 11 : Répartition des femmes et des jeunes selon leurs connaissances sur les CCS



10.2. Regards des femmes et des jeunes sur les CCS de leur commune

Les données du tableau 11 révèlent que 92,9% des enquêtés sont favorables à l'établissement des CCS de leurs communes et 5,4% y sont même très favorables contre seulement 1,7% qui y est défavorable. Cette tendance est vérifiée au niveau de l'ensemble des caractéristiques étudiées.

Dans la commune de Gabero, 100% des enquêtés ont même déclaré porter des regards favorables sur les CCS de leur commune.

Tableau 11 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes selon leurs regards sur les CCS

Quelques caractéristiques des enquêtés		Regards des femmes et des jeunes sur le CCS			
		Pas favorable	Favorable	Très favorable	Total
Sexe de l'enquêté	Masculin	2,8%	93,0%	4,3%	100,0%
	Féminin	0,4%	92,7%	6,9%	100,0%
Niveau scolaire	Sans niveau	0,8%	97,3%	1,9%	100,0%
	Fondamental	4,3%	89,9%	5,8%	100,0%
	Secondaire	0,8%	91,0%	8,2%	100,0%
	Supérieur	1,6%	84,4%	14,1%	100,0%
Avez-vous un rôle social ?	Oui	1,4%	92,5%	6,1%	100,0%
	Non	3,9%	94,8%	1,3%	100,0%
Nom de la commune	Gao	0,0%	78,2%	21,8%	100,0%
	Gabero	0,0%	100,0%	0,0%	100,0%
	Gounzoureye	0,0%	99,1%	0,9%	100,0%
	Sony Aliber	6,1%	93,9%	0,0%	100,0%
	Ansongo	1,7%	94,2%	4,1%	100,0%
Ensemble		1,7%	92,9%	5,4%	100,0%

XI. Perception des femmes et des jeunes sur les Comités Consultatifs de Sécurité (CCS)

11.1. Acceptation des CCS par les femmes et les jeunes

Dans l'ensemble, 90,4% des enquêtés sont favorables et 5,3% très favorables à la mise en place d'un CCS composé de membres des forces de sécurité et de membres de la communauté pour échanger sur les problèmes sécuritaires des populations et identifier les solutions les plus adaptées. Seulement 4,3% d'entre eux n'y sont pas favorables.

A Gabero, un seul enquêté qui déclare par ailleurs n'avoir pas connaissance des CCS, dit ne pas être favorable à leur mise en place. La proportion de personnes non favorables à la mise en place du CCS est nulle à Gao et à Gounzoureye, de 10% à Ansongo et de 33,3% dans la commune de Sony Aliber.

Quand on considère l'analyse selon le niveau scolaire des enquêtés, ceux du fondamental enregistrent le taux défavorable le plus élevé avec 14,3% alors que ce taux est nul concernant les enquêtés sans niveau et ceux du niveau supérieur.

Tableau 12 : Répartition des femmes et des jeunes n'ayant pas connaissance des CCS selon leur perception de mise en place

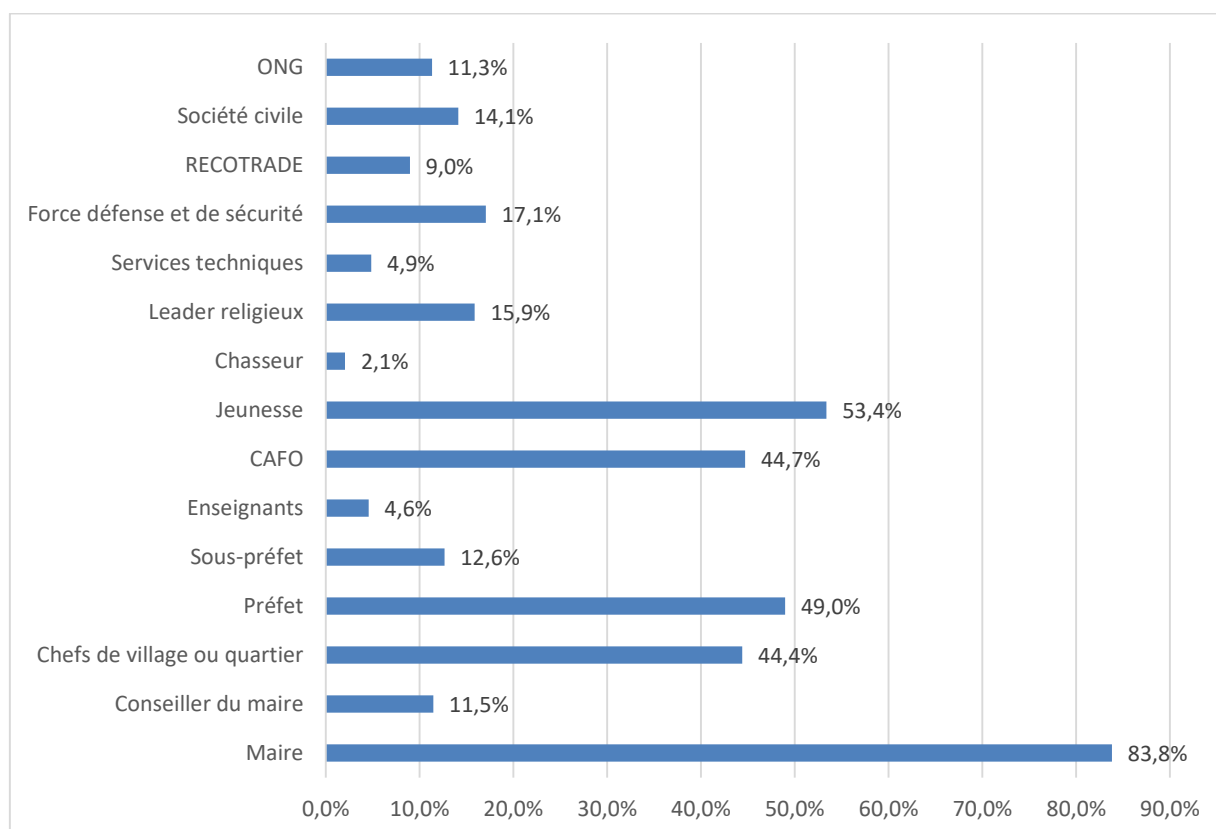
Quelques caractéristiques des enquêtés		Proportion des femmes et des jeunes favorables à la mise en place d'un CCS			
		Pas favorable	Favorable	Très favorable	Total
Sexe de l'enquêté	Masculin	5,0%	85,0%	10,0%	100,0%
	Féminin	3,7%	94,4%	1,9%	100,0%
Niveau scolaire	Sans niveau	0,0%	97,1%	2,9%	100,0%
	Fondamental	14,3%	81,0%	4,8%	100,0%
	Secondaire	6,3%	93,8%	0,0%	100,0%
	Supérieur	0,0%	85,7%	14,3%	100,0%
Ayant un rôle communautaire	Oui	4,5%	89,9%	5,6%	100,0%
	Non	0,0%	100,0%	0,0%	100,0%
Nom de la commune	Gao	0,0%	94,6%	5,4%	100,0%
	Gabero	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
	Gounzoureye	0,0%	66,7%	33,3%	100,0%
	Sony Aliber	33,3%	66,7%	0,0%	100,0%
	Ansongo	10,0%	90,0%	0,0%	100,0%
Ensemble		4,3%	90,4%	5,3%	100,0%

En ce qui concerne la question relative aux personnes idéales à prendre en compte dans la composition des CCS, le maire caracole seul en tête avec 83,8% de la proportion des enquêtés tandis que le conseiller du maire n'a été évoqué que par 11,5% d'entre eux.

La jeunesse (53,4%), le préfet (49%), la CAFO (44,7%) les chefs de village/quartier (44,4%) sont ensuite les personnes les plus évoquées.

Il est à noter que seulement 2,1% des enquêtés pensent que le chasseur est la personne idéale à prendre en compte dans la composition d'un tel comité. Cette proportion est de 17,1% en faveur des Forces de Défense et de Sécurité, 15,9% pour le leader religieux et 14,1% pour la société civile. Plusieurs autres catégories de personnes sont évoquées dans des proportions moindres.

Graphique 12 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes selon leur avis sur les acteurs à intégrer dans les CCS

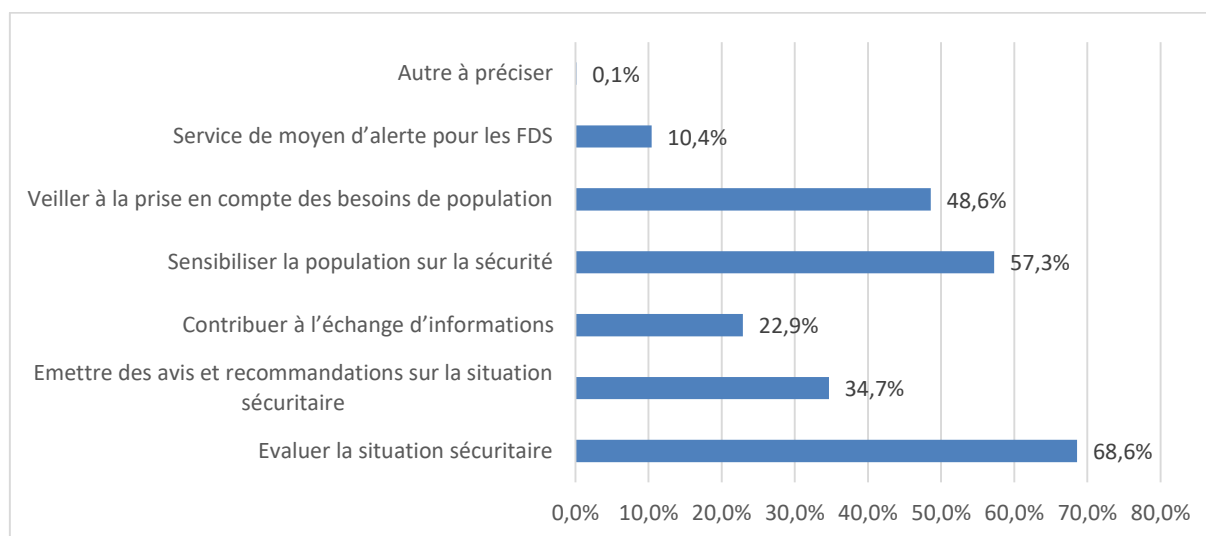


Les missions principales des CCS mises en avant par les enquêtés sont d'abord d'évaluer la situation sécuritaire (68,6% des enquêtés), de sensibiliser la population sur la sécurité (57,3%), et de veiller à la prise en compte des besoins des populations (48,6%).

Il est à noter que 34,7% des enquêtés pensent que cette mission doit être d'émettre des avis et des recommandations sur la situation sécuritaire et que 22,9% estiment qu'il s'agit de contribuer à l'échange d'informations.

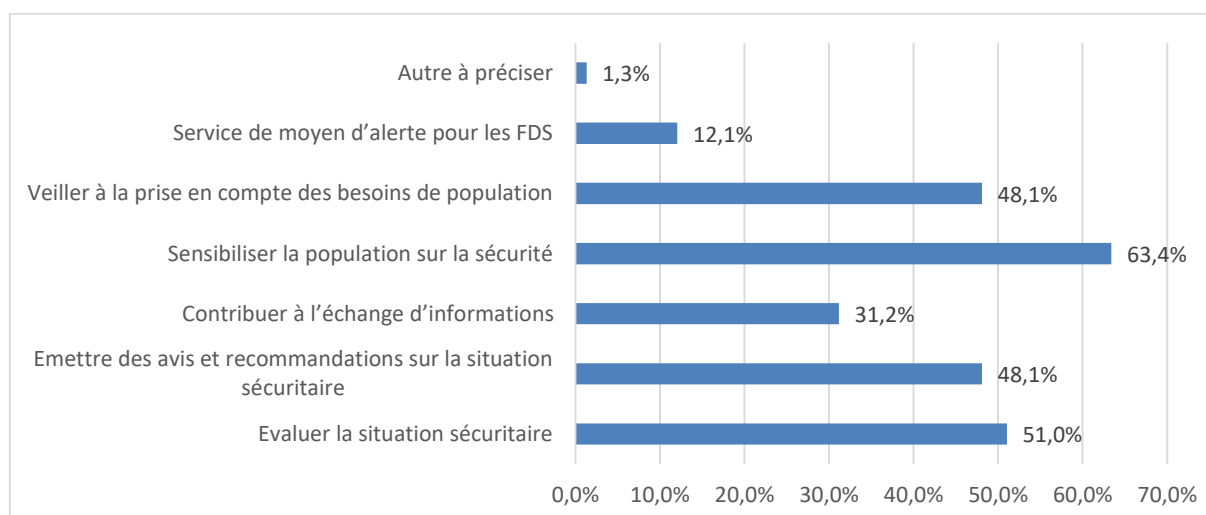
Seulement 10,4% des enquêtés considèrent qu'un tel comité doit être un service d'alerte pour les Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

Graphique 12 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes selon le rôle à assigner au CCS



La plus grande proportion des enquêtés affirme que les rôles que les CCS jouent le mieux dans leur localité sont la sensibilisation de la population sur la sécurité (63,4%) et l'évaluation de la situation sécuritaire (51%). La prise en compte des besoins de population et l'émission des avis et recommandations sur la situation sécuritaire suivent avec respectivement 48,1% et 51% des enquêtés. Le rôle de servir de moyen d'alerte des FDS n'a été évoqué que par 12,1% des enquêtés.

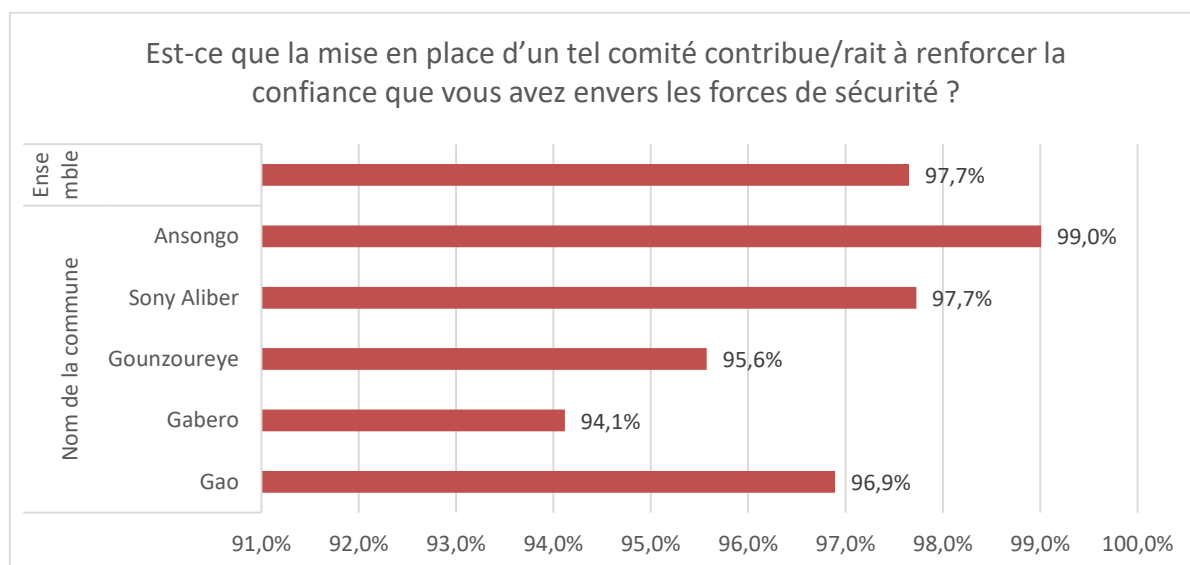
Graphique 13 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes selon le rôle le mieux joué par les CCS



Les données du graphique 14 font ressortir que dans toutes les communes étudiées, la grande majorité des enquêtés (97,7%) pensent que la mise en place d'un tel comité contribue/rait à renforcer la confiance de la population envers les forces de sécurité.

Parmi les communes étudiées, le plus faible taux de ceux qui confirment cette tendance est enregistré à Gabero avec 94,1%. Le contraire a été enregistré à Ansongo avec 99% des enquêtés.

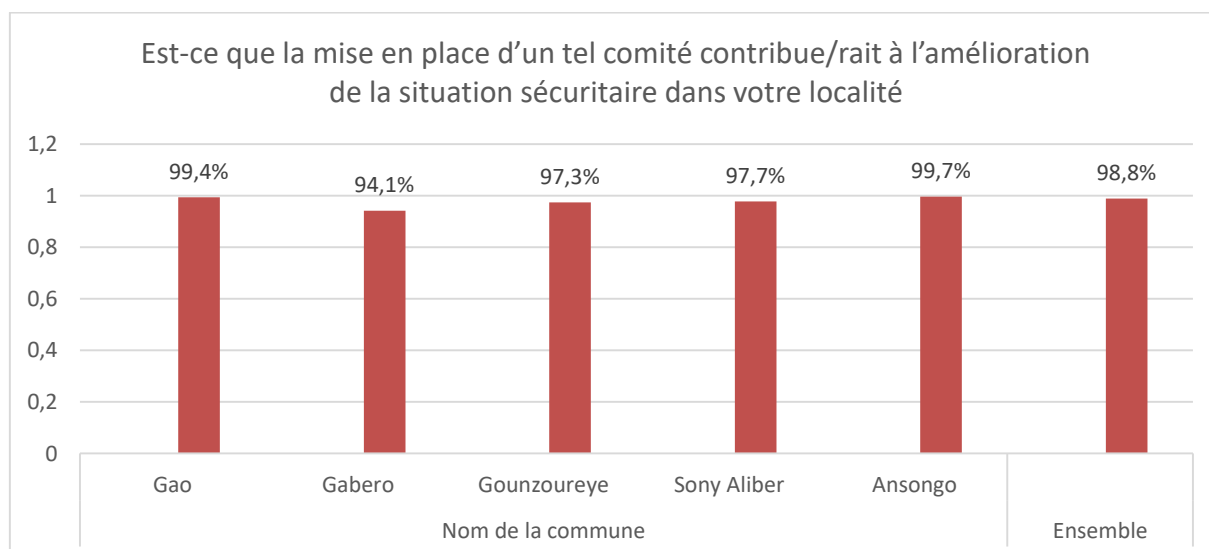
Graphique 14 : Perception des femmes et des jeunes sur le lien entre les CCS et la relation civilo militaire



Des données du graphique 15, il ressort que dans l'ensemble, 98,8% des enquêtés affirment que la mise en place d'un tel comité contribue/rait à l'amélioration de la situation sécuritaire dans leurs localités.

En comparant les données selon les communes, la proportion de ceux qui donne une réponse positive à cette question est plus élevée à Gao avec 99,4% des enquêtés qu'à Gabero avec 94,1% (pourcentage le plus bas).

Graphique 15 : Perception des femmes et des jeunes sur le lien entre les CCS et la situation sécuritaire



Globalement, la majorité des enquêtés est satisfaite des rôles joués par les CCS (89,3%). 7,2% sont même très satisfaits de ces rôles. Seulement 0,3% n'en sont pas satisfaits et 0,1% pas du tout satisfaits. Il faut remarquer que les enquêtés n'ayant aucun rôle social particulier sont satisfaits à 100% des rôles des CCS.

Tableau 13 : Répartition en pourcentage des femmes et des jeunes selon leur degré de satisfaction des rôles des CCS

Quelques caractéristiques des enquêtés		Degré de satisfaction des rôles joués par les CCS					
		Très satisfait	Satisfait	Peu satisfait	Pas satisfait	Pas du tout satisfait	Total
Sexe de l'enquêté	Masculin	6,8%	89,6%	2,7%	0,5%	0,3%	100,0%
	Féminin	7,6%	88,9%	3,5%	0,0%	0,0%	100,0%
Niveau scolaire	Sans niveau	5,0%	91,9%	3,0%	0,0%	0,0%	100,0%
	Fondamental	6,3%	89,2%	3,8%	0,6%	0,0%	100,0%
	Secondaire	7,2%	90,6%	2,2%	0,0%	0,0%	100,0%
	Supérieur	16,7%	77,4%	3,6%	1,2%	1,2%	100,0%
Ayant un rôle social particulier	Oui	8,2%	87,8%	3,5%	0,3%	0,2%	100,0%
	Non	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Nom de la commune	Gao	9,3%	88,2%	1,2%	0,6%	0,6%	100,0%
	Gabero	35,3%	64,7%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
	Gounzoureye	1,8%	89,3%	8,0%	0,9%	0,0%	100,0%
	Sony Aliber	2,3%	86,4%	11,4%	0,0%	0,0%	100,0%
	Ansongo	7,9%	92,1%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Ensemble		7,2%	89,3%	3,1%	0,3%	0,1%	100,0%

XII. Conclusion et recommandations

Cette étude sur les perceptions des femmes et des jeunes concernant la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) à Gao a révélé plusieurs points clés et permet de formuler des recommandations pour améliorer la situation sécuritaire et la participation des femmes et des jeunes.

Les principaux résultats mettent en relief les aspects suivants :

- Contexte Sécuritaire toujours volatile malgré les améliorations annoncées : La région de Gao est marquée par une forte présence de groupes armés, une criminalité et une détérioration des conditions de vie des populations.
- Perception Variable de la Sécurité : Les perceptions de sécurité varient selon les régions et les groupes démographiques, avec des sentiments d'insécurité plus prononcés chez les femmes et les jeunes.
- Défis Multiples : Les défis incluent la présence continue de groupes armés, l'insécurité alimentaire et les limitations des déplacements.
- Besoin d'Espaces de Dialogue Inclusifs : Les femmes et les jeunes expriment le besoin de forums sûrs pour discuter de leurs préoccupations en matière de sécurité.
- Importance du Rôle des Femmes et des Jeunes : Les femmes jouent un rôle crucial dans la médiation des conflits, tandis que les jeunes expriment un désir fort d'être impliqués activement dans les initiatives de sécurité et de développement.

A l'issue de cette étude, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Création d'Espaces de Dialogue Inclusifs : Organiser des forums réguliers pour renforcer la cohésion sociale et assurer que les besoins spécifiques des femmes et des jeunes sont pris en compte.
- Renforcement des Capacités : Offrir des programmes de formation spécialisés pour les femmes et les jeunes sur la médiation des conflits, la participation civique et les droits humains.
- Inclusion dans les Structures de Décision : Assurer la représentation des femmes et des jeunes dans les comités locaux de sécurité et les processus décisionnels liés à la RSS.
- Campagnes de Sensibilisation : Lancer des campagnes médiatiques pour promouvoir l'importance de la participation des femmes et des jeunes dans la sécurité communautaire.
- Soutien Économique et Social : Mettre en place des programmes de soutien économique pour les femmes et les jeunes, incluant des subventions pour les initiatives locales et des opportunités de formation professionnelle.

XIII. Bibliographie

1. Cadre d'orientation de l'Union africaine sur la réforme du secteur de la sécurité.
2. DIARRA IBRAHIM (S.), SIDIBE (K.), « Genre et Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali. », ASSN, Mars 2022.
3. KAYENTAO (S) *et al*, « Rôle et engagement des jeunes dans les différents groupes armés et initiatives de protection et d'autodéfense des communautés dans la région de Gao », 2023.
4. PREGNON, (C.) (N.) Les défis actuels de la gouvernance de la sécurité en Afrique, *Revue Ivoirienne de Gouvernance et d'Etudes Stratégiques* (RIGES), 2016, Gouvernance et Développement Humain, 2 (1), pp.17-54.
5. Étude des groupes armés BAGAYOGO (S.)
6. Étude sur le Nord du Mali.
7. Note trimestrielle MINUSMA (juillet-septembre 2022).
8. Étude du secteur de la sécurité au Mali.
9. Le rôle des femmes dans la gestion des conflits dans la région de Gao.
10. Rapport IMRAP 2018 (Portrait croisé).
11. Rapport JF-SIPRI-POINT-SUD.

XIV. Annexe

1. Outils de collecte.
2. Matrice de suivi des indicateurs de performance.
3. Images de la mission.